

E

d'un nouveau cadre de relations entre les trois peuples.

Entin une politique de neutralité constituerait le seul moyen d'émousser les relations avec le reste du monde, de permettre à la République d'apporter sa aide consacrée, dans son livre *Les Deux Vietnam* (S. Denard éditeur), à la France. Or, depuis 1954, les dons et le prêt reçus par la R.D.V. du bloc communiste se sont élevés à plus de 1 milliard de dollars.

En 1975, l'U.R.S.S. a versé à la R.D.V. 33 millions de dollars, des pays de l'Europe de l'Est et 962 millions de la Chine communiste... Il leur faut garder en mémoire que la politique de neutralité est la seule qui permette au mouvement de libération du Sud, auquel la Chine accorde, au contraire, soutien politique et matériel. C'est uniquement après la victoire que l'U.R.S.S. a obtenu une aide substantielle au F.N.L.

Une telle politique rejoindrait l'une des principales recommandations du Testament - de Ho Chi Minh - insistant sur les principes d'un équilibre entre la Chine et l'Union soviétique tout en précisant, pour le rétablissement du pays, « un gouvernement qui pourrait être de type fédéral » (6). Le Vietnam esaltait comme membre à part entière à la conférence des non-alignés de Belgrade au juillet 1978, et sa participation posera un différend, ce problème, ce mot-ci, à la conférence des non-alignés à La Havane, du fait de son adhésion au Comecon et de son traité avec l'Union soviétique. Une politique de neutralité pourrait, elle, être adoptée par le Vietnam, d'étendre ensuite au Cambodge et au Laos, puis s'agrandir aux autres pays de

qu'une formule politique acceptable ait été trouvée, vraisemblablement par la formation d'un gouvernement de coalition nationale sous le conduit du prince Sihanouk (4) : cela suppose aussi le retrait des troupes vietnamiennes du Laos et le renforcement, dans une certaine mesure internationale,

Quelques jours plus tard, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française préconisait l'« établissement d'une zone de neutralité en Indochine » (3), et Mao Tse-toung publiait une déclaration dans le même sens.

PREVUE par tant d'accords internationaux, la neutralité du Vietnam a été une préoccupation constante de la diplomatie française depuis les accords de Genève en 1954, on passant par les accords de Paris de 1973, jusqu'à l'adoption en 1978 de la loi sur l'indépendance et la neutralité du Vietnam. Panh et diverses initiatives de Georges Pompidou, U Thant, l'ancien secrétaire général des Nations unies, déclarèrent que le Vietnam était un pays neutre, utile, dans un règlement d'ensemble du problème du Vietnam, d'envisager la neutralisation de toute la région qui en résultait, c'est-à-dire l'Indochine française, y compris le Vietnam du Nord et du Sud, la Laos et le Cambodge. (7). Anthony Eden, qui fut avec Georges Pompidou l'un des fondateurs de Genève, soutint la même point de vue : « Par tradition et par inclination, ce pays avait désiré être à la fois indépendant et neutre. C'est la seule solution possible, étant donné qu'autrefois grande puissance ne peut raisonnablement prétendre dominer un pays dans son voisinage » (8). Nous espérons que cette voie des ces colonnes dé-

1961 (9).

Pour la période plus récente, en octobre 1972, sur instructions de Georges Pompidou, l'ambassadeur de France à Hanoi obtint un résultat dans sa tâche. Deux entretiens entre M. Phan Van Dong et M. Etienne Manet, alors ambassadeur de France à Hanoi, se terminèrent par un accord : le premier ministre de la R.D.V. acceptait un Sud-Vietnam neutre, doté d'un gouvernement et d'une armée, et le pays français se refusait à la réunification par la force. Une junte d'unité nationale, créée par une déclaration de Hanoi, serait renvoyée à une date indéterminée d'ici là pour organiser le dialogue et l'entente avec le gouvernement sud-vietnamien. Le gouvernement des Etats-Unis, miu en courant de cet accord, qui devait faciliter le dialogue entre les deux Vietnam, ne refusa donc pas d'appuyer le projet. Le signe d'une ténacité de Hanoi : il refusa donc d'y souscrire et « poursuivit la guerre jusqu'au dénouement ».

Cette solution modérée ayant échoué par la suite des Etats-Unis, il est évident qu'un règlement s'inspirant du

isé au château Frontenac, à Québec,
le 29 au 31 octobre, par le Groupe
de recherches en économie de l'énergie
de l'université Laval. Pour toute

- [11] Cf. outre autre article dans le *Monde* diplomatique, juillet 1961, page 8.
- [12] « Desarréglés communs publiés à la fin de l'Indochine », *Le Monde*, 22-23 août 1970, « Documents officiels », n° 26-27, 1970.
- [13] « Communiqué du 5 mai 1970 », *Documents officiels*, n° 26-27, 25 juin-5 juillet 1970.
- [14] « Thang Dang, « Situation au cœur de la crise », le *Monde*, 23 février 1970.
- [15] Cf. Bernard R. Fall, les *Deux Vietnam*, Paris, 1968, et Philippe Devillers, Payot, Paris, 1967.
- [16] Cf. le *Monde*, 2 avril 1965.
- [17] Déclaration d'U. Thant, A.P.P. do 18 août 1965.
- [18] Lord Averis Utr Anthony Eden, *Towards peace in Indo-China*, London, 1964.
- [19] Nguyen Xuan Tho, le *Monde* diplomatique, juillet 1961.
- [10] Le *Monde*, 3 juillet 1970.

sonniers politiques en Indonésie
(TAPOL), 68, rue de Babylone, 75007
Paris, 10 F.)

● Le Centre de recherches sur les marchés des matières premières (CREMMAP) au Conservatoire national des arts et métiers (252, rue Saint-Martin, Paris-3) organise son deuxième séminaire sur le thème : «Matières premières et échanges internationaux». Un programme sera envoyé sur demande. Coût de l'inscription : 110 F. Clôture des dépôts de demande d'inscription : 7 octobre 1979.

nisé au château Frontenac, à Québec, du 29 au 31 octobre, par le Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'université Laval. Pour toute

information, s'adresser à : M. Antoine Ayoub, directeur du GREEN, département d'économie, université Laval, Québec, Canada, G1K 7P4).

nal des arts et métiers (282, rue Saint-Martin, Paris-3) organise son deuxième séminaire sur le thème : « Matières premières et échanges internationaux ». Un programme sera envoyé sur demande. Coût de l'inscription : 110 F. Clôture des dépôts de demande d'inscription : 7 octobre 1979.

● ● L'énergie : prix, financement et équilibres économiques : tel sera le thème du quatrième Colloque international d'économie pétrolière orga-

天 理

**Parlez donc
JAPONAIS !**

Cours de tous niveaux - Après-midi et soir - Professeurs japonais - Audio-visual - Cours et exercices personnalisés - Pratique - Exercices écrits - Ordon des cours octobre - Inscription immédiate.

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

9, rue Victor-Considérant, Paris-14^e, T. 633-11-85.

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

Primes pour stimuler la production et sanctions contre les pratiques illégales

EN URSS, l'usage d'arriver à des décisions économiques importantes soient prises au mois de juin, a été introduit en 1970, dans la *Pravda* du 29 juillet 1970, sous le titre : « Le parti et le gouvernement sur l'accomplissement de la tâche de la planification économique sur l'accroissement de l'efficacité de la production nationale ». Ce principe n'est pas moins surprenant. Elle est en effet, la première fois que les vases occidentaux se sont laqués d'important ne pouvait se passer dans le monde, et dans le régime de l'Union soviétique : le décret vise à orienter la vie économique dans le monde, à l'horizon de six années à venir. Les solennités arriées du texte comble peut-être quelque chose de plus : la planification économique du parti, la *Gosplan* est la première fois que le parti a édicté de la réforme mise en place en 1965 : en même temps les décisions sont prises, et les décisions radicalement différentes, qui sera connu au cours des mois qui viennent, lorsqu'il sera possible de voir les résultats, seront pris, et qui sera définitivement installé à partir du plan quinquennal.

Les lignes de force en sont les suivantes : centralisation entre les mains du Gosplan ; abandon quasi total des indicateurs en valeur pour une appréciation « physique » ; matérielle, des résultats ; technocratisation du plan et de l'administration économique ; encadrement strict des travailleurs au sein de la brigade.

[illegible]

Que l'échec — ouvertement reconnu depuis quelques années — du système de 1965 à promouvoir une gestion efficiente de l'économie dût conduire tôt ou tard à une recentralisation ne saurait étonner. Mais à quel niveau? Gosplan, ou, à la mode galiléenne, ministères? Le choix en

l'aveur du Goupien se faire respectivement une « petite phrase » de M. Brejnev à l'assemblée plénière du Politburo, et d'autre part, d'expliquer que les pouvoirs du Goupien avaient été essentiellement dirigés par le parti communiste, et qu'il n'y avait eu ni le Politburo, Curieuse procédure d'ailleurs : la catégorie juridique de « Goupien » n'est pas reconnue par l'existence officielle le texte en question, et le Goupien n'est pas commenté en dehors de cette allusion (1). Sous l'égide du Goupien, les plans étaient et interdépendants, à vingt ans, à dix ans (est-ce en raison de la dépression économique) et d'un plan de quinze ans, prévu en 1922 pour 1970-1980, et qui n'est pas encore achevé, et qui n'est pas annoncé. L'établissement de tous ces plans coïncide « à partir d'un haut », et les plans sont donc basés sur l'entrevue, mais d'une manière plus ou moins formelle, et sans que les prévisions formulées par rapport aux responsables dans le plan quinquennal, les plans de dix ans, les plans de quinze et ceux de l'organisation de la vie

Recul des «catés»

IL serait excessif de dire que le I reforme de 1963 instaurait en U.R.S.S. une véritable combinaison place-marché. Ront de même, les catégories marchandes s'écartent partiellement remises à l'honneur, notamment à travers les deux indicateurs primaires d'appréciation de l'activité d'entreprises : la production vendue (en elati, chiffre d'affaires) et rentabilité (rapport du profit aux fonds productifs). Mais, à l'instar de la France d'entrepreneur, Ces deux indicateurs disparaissent. Il rest plus question de rechercher spontanément le profit, simple source des versements au budget.

Que doit alors faire l'entreprise ? L'interpréter de la façon la plus claire : elle doit améliorer de façon constante la qualité, conformément aux bons contacts signés avec les utilisateurs, avec un souci d'économie de matières premières et de main-d'œuvre, dans un esprit d'innovation. S'il s'agit d'une organisation de construction, l'objectif est d'achever les travaux dans les temps et sans dépassement des devis : les quinze articles du titre II du décret prévoient une lutte énergique contre les deux fléaux du secteur de l'investissement, l'insécurité des chantiers, augmentation incessante des coûts.

Les « indices », ou objectifs assignés aux entreprises, rappellent à première vue ceux de la production industrielle : la production évaluée en unités physiques, normes d'emploi des matières premières, productivité du travail mesurée par le rapport de la valeur ajoutée au nombre des travailleurs, etc. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, il s'agit véritablement d'un objectif de profit en masse globale, mise en service des capacités productives. L'opposition avec le schéma de 1968 est évidente : les mêmes objectifs étaient alors formulés en termes de dépenses, de « VU » (chiffre d'affaires, fonds de salaires, investissements, approvisionnements).

Par MARIE LAVIGNE*

économique ». Le quinquennat devient ainsi le cadre de toute l'activité d'entreprise ; pour les objectifs de production, pour la conclusion de contrats planifiés (toujours sous l'égide du Gosplan ; il n'y a aucun assouplissement en vue pour les échanges interentreprises), pour la détermination des fonds d'intéressement.

Le centralisme figurant est associé à une connaissance de la planification territoriale. Celle-ci n'avait jusqu'ici qu'une existence formelle. Elle est ravivée, mais par un élitisme. Les responsables sont informés plus tôt des dispositions du plan central concernant leur territoire, les schémas de développement régional sont perfectionnés en vue de la participation des administrations locales. Pour ce qui est de la planification sectorielle, elle est réservée aux branches industrielles sous-contrôlées subordonnées au Gosplan ; celui-ci a désormais le droit de leur renvoyer les projets plan « ne répondant pas aux dispositions du présent décret » (art. 30).

Les ministres et leurs chefs de service ont conscience de mentalités et des bureaucraties se murent en technocrates efficaces. Il est en effet prévu de généraliser l'expérimentation de ministères ministères fédéraux et républicains (notamment sur le ministère de l'Informatique, transformé en ministère de l'Informatique, du Commerce et de l'Industrie, du Commerce nationale de l'Informatique, maison mère gérant autre entreprises) et dotée de l'autonomie financière), de la décentralisation des pouvoirs, des ministères sectoriels un statut d'établissement public industriel couvrant ses dépenses, y compris les investissements de développement, par ses actions. On peut entendre, et c'est tout le montant des versements au budget est réduit, de même que celui des

Le problème central de l'économie soviétique est la productivité du travail : comment faire travailler les gens, renforcer la discipline, dégraisser les entreprises des éléments superflus ? La réforme de 1965 tablait sur un accroissement « spontané » de la productivité, les entreprises ayant intérêt à licencier les travailleurs inutiles pour augmenter leurs profits. Elle a totalement échoué sur ce point, justement parce que l'incitation à la maximisation du profit n'est jamais devenue déterminante pour l'entreprise.

On a expliqué l'échec des simulations de la « participation » des biens de consommation offerts : à quel bout gagner des primes si on ne peut les dépenser ? Le décret de 1978 prévoit en considération cet inconvénient l'imposition d'une production des biens de consommation doit tenir compte de la demande, et que la qualité des biens comme leur choix doivent répondre à cette demande. On ne peut pas ignorer les besoins des consommateurs ? Selon l'esprit du texte, ce ne peut être que le planificateur en sa sagesse...

Une explication différente se réfère à l'absence de participation réelle des travailleurs. On ne peut pas ignorer le texte, n'importe guère : on n'y trouve rien d'autre qu'un appel aux « collectifs de travailleurs » pour une participation à la mise en œuvre de la planification sociale.

En revanche, et dans la ligne d'une expérience initiée en 1970 dans le domaine de la construction, et popularisée par le livre de Zolotov, « méthode de Ziobin », la brigade est appelée à devenir le centre de la planification et de la gestion. En bref, la formule a pris naissance sur un chantier de construction de la ville de Ziobin. La brigade est engagée par contrat à prendre en charge un tronçon déterminé d'un chantier de construction d'un immeuble (de quelques étages) avec une délimitation et des prévisions d'une certaine portée : elle est responsable de la réalisation nominale pour son organisation interne et pour la répartition des salaires et des primes, mais les salaires sont attribués en somme globale. L'administration du trust de construction s'en

brigade matricule et équipements nécessaires. Ici somme, les deux parties promettent... de remplir leurs obligations. Mais, à la fin, il n'y a rien qu'il faille un *contrat de confiance* et c'est là tout montre bien l'appréhension de la situation. C'est un contrat visionnaire. On peut se demander d'ailleurs comment la généralisation de la méthode est possible dans les conditions de la Se. La réponse théorique est claire : c'est une conception autogouvernable, mais elle est limitée. En fait, dans la brigade, les éléments paresseux sont éliminés ou *réduits* à par leur attitude. C'est la seule chandelle car ici la prime n'est pas une fiction : elle peut atteindre 100 millions de francs. La référence du plan de l'entreprise, trop complexe, est matrilisée dans tous ces éléments par un collectif responsable. C'est la seule façon de ce que l'entreprise n'a pu faire se débarrasser des tire-au-flanc et des éléments qui ne sont pas des cadences rapides, une intensité du travail accrue pourra-t-on dire que la brigade est une organisation guidée ou l'aidée l'aurait décidé ?

[illegible]

(1) Dans cet ordre d'idées signalons une bizarrerie encore plus grande : le décret de septembre 1977 éliminant considérablement les droits des citoyens à posséder et exploiter un lopin de terre personnel (droits jusque-là réservés pour l'essentiel aux paysans kolhokhons) n'a jamais été publié, et n'a été porté à la connaissance des citoyens... qu'en mai 1979, par l'interview d'un vice-président du Gosplan (12^e 18 et 23 de 1979).

Recul des « catégories de marché »

Est-ce un retour au passé? Pas exactement. Les réminiscences fâcheuses sont même expressément écartées : l'indice en tonnes ne doit être utilisé que dans les cas indispensables, et on devra élaborer des mesures physiques de production plus sophistiquées, tenant compte de l'efficacité et de la qualité de celle-ci.

Les différents fonds de l'entreprise (fonds de primes, fonds social et fonds d'extension de la production) sont constitués exclusivement sur la base des résultats matériels atteints : productivité du travail en hausse, qualité accrue du produit, exécution correcte des contrats. Il n'est plus question, sans cas particuliers de les lier au niveau de rentabilité : le profit réalisé en est partiellement la source, mais n'est plus le déterminant de leur répartition.

Le 4^e scientifique et du plan est manifesté dans l'esprit du texte. Les méthodes d'élaboration de la planification sont donc finalement remises à l'honneur, en particulier celle des balances matières. Mais les techniques de planification sont aussi mises en avant, notamment par l'achèvement, en 1981-1982, de l'informatisation du plan. Les défauts chroniques de la planification sont donc corrigés entre planification et réelle et le monétaire-financière, tension excessive du plan, seront corrigés, assure le 5^e scientifique. On voit donc que l'article 1^{er} souligne la nécessité de prévoir des réserves matérielles et financières pour maintenir un développement équilibré sans gonflements.

* Professeur à l'université de Paris-I.

* Professeur à l'université de Paris-I

Messieurs les Diplomates,
profitez de vos privilèges
en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Pays _____
Date de l'arrivée en France _____

Découpez et retournez ce bon à Volvo France. Service TDS,
112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602
16 rue d'Orléans, 92200 Nemilly tél 747.50.05

Modèles de 7 à 15 CV à partir de 25 000 F HT.



VOLVO
La passion de la qualité.

Parlez donc
LAPONAIS!

LA MAURITANIE ET L'IMPÉRATIF DE PAIX

Par HOWARD SCHISSEL

En signant un traité de paix avec le Front Polisario, le nouveau gouvernement mauritanien de M. Khounza Ould Bouhalla a mis fin à un conflit qui depuis quatre ans opposait, de manière tout artificielle, les peuples mauritanien et saharais. Les parades de la réconciliation nationale, et sous par les réformes traditionnelles, ont permis à la Mauritanie d'être maintenue en dehors de la guerre au Sahara occidental, et en prenant cette décision le Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) ne faisait rien d'autre que de mettre à exécution ses propres intentions. Le coup d'état militaire de juillet 1976 qui renversa le président Moudou Ould Daddah (1), a été suivi d'une conférence au sommet de l'Organisation de l'Unité africaine en juillet dernier à Monrovia, la déléguée mauritanienne avait pris ses distances vis-à-vis de Rabat et en votant pour un référendum sur l'ensemble du territoire du Sahara occidental. Le traité de paix conclu ensuite avec le Polisario rendait caduque l'acte de Madrid de 1976 qui servait de « cadre juridique » pour justifier l'occupation et l'annexion de l'ancienne colonie espagnole.

Le régime de Nouakchott a ainsi ouvert la voie à une réconciliation durable avec le Front Polisario. Il a aussi rétabli ses rapports avec les pays du Maghreb, et a permis des relations diplomatiques avec l'Algérie, romues depuis 1976. Mais il lui reste maintenant à régler les séquelles d'une guerre qui a ravagé son économie, déjà fragile et politisée le bouleversement social dans le pays. Face à l'impératif de réconciliation nationale, le régime de Nouakchott a symbolisé par l'annexion de l'ancien secteur mauritanien du Sahara occidental — la région de Tiris-et-Gharbia, — et aux menaces à peine voilées de Rabat (2), le gouvernement mauritanien devra longtemps encore consacrer une bonne part de son énergie à surmonter les répercussions de l'affaire saharaine. En particulier, de sérieux problèmes militaires vont continuer à se poser au nord, du fait de la présence des Forces armées royales le long de la frontière de 1960. Le risque d'opérations de poussée de l'armée marocaine vers le sud n'est pas à écarter, les troupes marocaines se trouvant maintenant à l'ouest de la ligne du chemin de fer de 600 kilomètres, extrêmement vulnérable, qui relie le minerai de fer de Zouerate en direction du port de Nouadhibou. Alors même que le ministre militaire mauritanien, M. Ould Haddad, se trouvait à Rabat en décembre de la question saharaine avec le roi Hassan, un ancien membre du C.M.S.N. en son rôle de ministre de la Défense, pouvait tenir dans la capitale marocaine une conférence de presse au cours de laquelle il annonçait l'existence d'un mouvement d'« officiers libres » visant à renverser le régime : ce qui prouverait que le roi Hassan dispose encore d'unités sur lesquelles il peut compter dans la République mauritanienne (3).

De tous les problèmes socio-économiques que le C.M.S.N. devra s'appliquer à résoudre, le plus urgent est celui du rétablissement de l'unité nationale. Depuis le coup d'état de l'an dernier, la tension raciale entre les populations noires et négro-africaines a été un facteur de division qui a considérablement compliqué la négociation du retrait mauritanien de la guerre. Tout ne va pas non plus pour le mieux dans l'économie malgré l'écroulement des exportations de minerai de fer et le « plan de redressement » annoncé en septembre

dernier. Pourtant, avec la nomination du lieutenant-colonel Ould Haddad au poste de premier ministre en juin dernier un vent nouveau s'est mis à souffler sur la capitale mauritanienne : tant en théorie qu'en pratique, on peut dire que l'unité nationale n'est plus un slogan vide de sens. Et la vie économique commence à connaître une normalisation qui n'avait que trop tardé.

Le 10 juillet 1978, le coup d'état qui porta le colonel Mustapha Ould Salek à la tête du Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) ne fut pas seulement un geste de réaction contre une guerre dénuée de sens et qui portait les faibles ressources économiques et humaines du pays. Il était aussi motivé par un désir sincère de mettre fin à la corruption et à la mauvaise gestion de la guerre, mais aussi par un désir de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin. Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin. Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

déstabilisation le temps et l'occasion de déjouer les efforts massifs pour bloquer le processus de paix et saper les fondements de la réconciliation. Dans les mois qui suivirent le coup d'état, le président Ould Salek déclara que les différentes communautés constituant le République saharaine — noirs, négro-africains, arabes, berbères, et autres — devaient être traitées comme des citoyens à part entière, et ce fut l'objectif principal de sa politique. En fait, le nouveau régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le président du Sénat, M. L'abbé Senghor, qui ne fait guère mystère de son soutien à ce régime, a aggravé encore la tension raciale en déclarant que le régime Ould Salek demandait l'autodétermination des populations noires vivant sur le territoire saharain. Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

tant à la fin de mars, lui allèrent complètement la communauté négro-africaine. Mais de deux semaines après qu'il eut reçu les pleins pouvoirs, un groupe d'officiers pro-occidentaux et pro-marocains dirigés par le lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouhalla prit le pouvoir à la faveur d'une révolution de palais le 11 avril. Évoquant une alliance nationale avec le Maroc, le groupe d'Ould Bouhalla tenta de déstabiliser le régime positif des efforts diplomatiques du gouvernement Ould Salek et tenta d'empêcher la déstabilisation.

La disparition d'Ould Bouhalla dans l'incident d'aviation survenu à Dakar à la fin du mois de mai ne fut que le début d'une série de réformes politiques qui ont été entreprises dans les semaines qui ont suivi. Le nouveau Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) a été nommé Ould Bouhalla, durant le peu de temps qu'il occupa le pouvoir, avait été mis en rapport avec le C.M.S.N. sur des questions internes et de politique étrangère. Son collectif budgétaire lui-même reposait, tandis qu'il était

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

Le régime Ould Salek déclara au gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans fin.

NICARAGUA :

une «modération» radicale

Dans la mieux gardée des «chasses gardées»
une stratégie de lutte populaire
qui a déjoué les calculs du protecteur
aborde la phase de reconstruction

Enquête de RÉGIS DEBRAY



(Photo Raythone-Gemsa.)

IMAGE d'Espinal au d'actualité? Paris 1944. La Havane 1959, au Menago, aujourd'hui? Ce qu'on appelle le déjà-vu, c'est ce qu'on a vu qu'on a vu. Place de la Cathédrale, ce 20 juillet 1979, la foule qui ponctue l'entrée des guérilleros en groupe sur les command-cars pris à l'ennemi est conforme à tous les mythes. Entre fiers et somptueux, le bonheur écarlate en hymnes, en rumeurs, en vivats, sur une foule ossuée de soleil. Qui croyait encore, après vingt années d'injustices et de combats durs, que cette légende descendait à nouveau dans la rue? Ces drapeaux rouges et noirs (le rouge pour le libérateur, le noir pour le deuil) ont été jadis Sandino pour expliquer son emblème; ces uniformes vert olive; ces Petrie libre et mérité repris à l'unisson: s'adressent-ils au monde?

Mais lui on réinvente l'histoire pour la première fois, sans poser ni souvenirs. Question d'âge. Parmi cette multitude aux visages imberbes, combien peuvent se rappeler avoir vu, filé sur un écran ou un journal, l'entrée des rebelles à La Havane? Dans ce champ de ruines dont les princes sont des enfants, passent des millions de neuf ans et des commandants de vingt ans. Neuf ans, n'aurait-ce pas l'âge à partir duquel la garde nationale avait l'ordre de fusiller ses prisonniers? Il en voit qu'à cet âge les garçons, foute d'aller à l'école (fermée au détriment), longent déjà des grenades au milieu des convois militaires. Précédit insensurable pour qui vient du Vieux Monde.

Dans ce peuple dont la moitié a moins de vingt ans, la jeunesse s'est soulevée en bloc et c'est comme si les «mouchos» avaient mis toute la jeunesse du monde à l'école et mat. Le chef d'état-major de la nouvelle armée, Joaquín

Cuadro, a vingt-neuf ans; le responsable de la sécurité d'État, Hugo Torres, vingt-six; la plus haute autorité de Léon, la deuxième ville du pays, le commandant «Claudio» est une flèche jeune fille qui ne fait pas ses vingt-trois ans. Quant aux neuf vétérans de la direction nationale du Front sandiniste — l'organisation suprême de la révolution, — ils ont la trentaine pour moyenne d'âge.

Et un trait distinctif: le mépris, comme la gloire était celui des potentats de l'ancien

régime. Règle classique de physiognomie politique. Sous toutes les latitudes, le renversement d'un régime, ou une autre parait avoir pour forme exotérique et visible à l'œil nu le renversement des adipeux par les secs. En tout cas, ce Nicaragua année zéro redonne un air de jeunesse non seulement à des images mais à des idées qu'on pensait revues, connues et même fin de siècle (il avait soudain perdu ses rides. L'œuvre n'est pas une fresque, avait lancé un jour à des juges Carlos Fonseca Amador, le fondateur du

Front sandiniste, tué au combat en 1976. Cet acte de foi devenu réalité, son ancien compagnon, ministre d'État, Tomás Borge, l'a donné pour titre à un recueil de souvenirs qui vient de sortir des presses, écrits en prison lorsqu'il se trouvait «en prison de la calère et au déclin de la jeunesse». Lorsque gouverner est synonyme d'inventer, par la force des choses, poète et ministre de l'intérieur sont des fonctions qui vont ensemble. L'œuvre s'est levée, mais sans des démentis, et il y a du verbe dans cette joie.

Mémoire populaire et lutte révolutionnaire

La spectaculaire irruption sandiniste, en réalité, une longue épopée du souvenir. «Cinquante ans de lutte sandiniste» (1) ont donné à ces jeunes gens une maturité de vétérans. Loin de faire «de passé le présent», les révolutionnaires nicaraguais lui vouent une pitié méchante. Le mépris fut longtemps leur seule force. Ils sont devenus des combattants en se faisant les archivistes d'une histoire interdite, et s'ils n'avaient pas d'abord occupé leur idéologie nationale dans leur tête et leur cœur, ils n'auraient sans doute pu la reconstruire par le fusil. C'est en 1927 qu'il commença leur guerre de résistance, sous l'égide d'un petit homme venoz, émotif, un rien mystique et curieusement daté d'un certain

sens de l'humour: Augusto César Sandino. Tous ces guérilleros se disent et se veulent ses enfants. Sandino? En Amérique latine: un chapeau à larges bords, une silhouette frêle et grise, un morry de plus. En Europe: moins qu'un symbole, posé même une photo. Le nom de l'inventeur de la guérilla ont-impériale, du premier qui tint en échec un corps expéditionnaire onctueux, ne figure pas dans l'Encyclopédie Universelle française. Au pays d'Al Capone, on le catalogue jusqu'à sa mort comme «le bandit de grand chemin». De son vivant, Borbouse l'avait pourtant baptisé le «général des hommes libres», et la cause sandiniste donna lieu au premier document officiel consacré à l'Amérique latine par

l'Internationale communiste (abandonné, 1928). Cet ouvrier mécanicien, autodidacte, franc-maçon et mécanicien, formé en exil dans le Mexique de la révolution, revint dans son pays en 1927 pour combattre les «sells blancs», les «vankas» qui avaient déjà occupé le Nicaragua de 1912 à 1925 et y avaient régné en 1926 pour offrir une nouvelle guerre civile entre libéraux et conservateurs.

Sandino était de filiation libérale. Mais les libéraux, représentants de la nouvelle bourgeoisie agro-exportatrice, acceptaient d'échanger la

(1) Voir l'ouvrage d'Umberto Ortega alias l'histoire, UNAM, Mexico, février 1978.

UN PRÉCÉDENT INQUIÉTANT POUR LES AUTRES DICTATURES ?

Par BERNARD CASSEN

LE 17 juillet dernier, quelques instants après être arrivés dans la résidence de Somoza (saint à Miami-Beach, où il commença son exil), le général Somoza dit combien il se préoccupait du respect des droits de l'homme et qu'il était d'«humanitaire» le rôle des États-Unis au Nicaragua. Il annonça qu'il allait désormais se consacrer à «défendre la démocratie, en portant, en écrivant, et en essayant de convaincre le peuple des États-Unis qu'il est lui aussi victime d'une corruption commise à l'égard de la démocratie».

Derrière le pathos anti-communiste de rigueur en ces circonstances, l'excitateur venait de mettre le doigt sur la singularité d'un processus dont il fait les frais: l'intervention coordonnée de plusieurs puissances américaines, aux côtés des États-Unis, pour assurer la transition entre un régime bonni de sa population et un autre, offrant non seulement des garanties de représentativité, mais aussi de maintien dans la mouvance politique, économique et stratégique de la «faillite internationale».

En d'autres termes, ne se proposant pas de démanteler un régime, mais de le transformer en un régime de «bonne gouvernance», c'est-à-dire de le rendre compatible avec les principes de la démocratie.

En Amérique latine, les conditions du départ de Somoza et la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) balayaient les derniers vestiges d'une époque où les États-Unis pouvaient, à leur seule guise, jouer le rôle de gendarme continental et de partie prenante collégiale — même non invitée — à toutes ses crises.

Le renversement des hydrocarbures et surtout l'insécurité durable en matière d'approvisionnement ont considérablement renforcé, aux yeux de Washington, l'importance économique et stratégique du Mexique, du Venezuela et de l'Équateur (on a pu le vérifier en février dernier lors du voyage de M. Carter à Mexico, où il fut accueilli avec une courtoisie des démonstrations publiques du président López Portillo). Le poids de ces pays a été renforcé par la politique des «droits de l'homme», c'est-à-dire par l'appréhension selon

laquelle les régimes représentatifs s'ils se tiennent dans les limites de l'épuration démocratique par la Commission Interaméricaine — et les moyens ne manquent pas pour les y contraindre — sont beaucoup plus fiables, à moyen et même à court terme, pour les intérêts américains que des dictatures au comportement parfois erratique et à la survie imprévisible. Dans un monde de plus en plus instable, la garantie de représentativité d'un système politique devient une donnée essentielle.

Et, en dernière analyse, cette garantie est mieux assurée par des élections, où la population a l'impression d'être, à intervalles plus ou moins longs, un acteur de son propre destin.

Tout le problème est de savoir à quel moment on peut effectuer le «saut», toujours périlleux, d'un système dans l'autre sans entraîner la remise en question des orientations stratégiques d'un État. Il faut pour cela disposer d'un bon ou, mieux, d'une force politique de rechange (qui ne soit pas toujours disponible) et surtout, veiller à ne pas se laisser dépasser par les événements.

La politique de M. Carter, mise en pratique par le département d'État malgré les réticences du Pentagone et de certains membres du Conseil national de sécurité comme M. Brzezinski, a délibérément valorisé les pays à régime représentatif comme le Mexique, la Jamaïque, la Colombie, le

Paraguay et à ces deux derniers pays, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur, où des élections ont eu lieu ou sont promises à bref délai, ont l'ensemble du pacte andin qui, en plus de son importance économique, a acquis des derniers temps une légitimité démocratique au sein de la défense des dictatures du cône sud (Chili, Uruguay, Paraguay et Argentine).

Le régime brésilien, se contentant mal d'être le «général des hommes libres», ne pouvait pas davantage prétendre aux honneurs royaux en la matière. La première grande victoire de cette politique avait été, en 1978, la transition réussie en République Dominicaine entre le régime autoritaire du Dr. Balaguer et celui du principal parti d'opposition, le F.R.D., qui avait précédemment donné à Washington toutes les assurances nécessaires. Le président Carter avait dû élever la voix, puis le général Michellite, commandant du «Southern Command» de la zone du canal de Panama, avait rendu officiellement à Washington, le 19 janvier 1979, de rejeter catégoriquement les propositions de la commission de médiation qui perdait alors toute raison d'être.

Les États-Unis veulent de commettre une très grave série d'erreurs d'appréciation: en laissant le champ libre à Somoza, les consentant que la solution militaire — désormais inévitable — leur vienne, dans l'immédiat, à son avènement, l'annulerait le F.S.L.N. et permettrait de gagner du temps; en encourageant tout espoir politique d'opposition modérée du F.A.O. et provoquant la naissance, fin janvier 1979 d'un regroupement situé beaucoup plus à gauche, le Front patriotique national, véritable bras politique du F.S.L.N., rassemblant les organisations politiques du mouvement de libération (M.P.L.) des Douze et les

latino-américains, c'est le négociateur américain, M. William Bowdler, et lui seul, qui menait le jeu. Son objectif était d'obtenir le départ en douceur de Somoza (sur un scénario de 1926 pour combattre les «sells blancs», les «vankas» qui avaient déjà occupé le Nicaragua de 1912 à 1925 et y avaient régné en 1926 pour offrir une nouvelle guerre civile entre libéraux et conservateurs).

Sandino était de filiation libérale. Mais les libéraux, représentants de la nouvelle bourgeoisie agro-exportatrice, acceptaient d'échanger la

La solution de la crise du Nicaragua, c'est le négociateur américain, M. William Bowdler, et lui seul, qui menait le jeu. Son objectif était d'obtenir le départ en douceur de Somoza (sur un scénario de 1926 pour combattre les «sells blancs», les «vankas» qui avaient déjà occupé le Nicaragua de 1912 à 1925 et y avaient régné en 1926 pour offrir une nouvelle guerre civile entre libéraux et conservateurs).

Lors de sa réunion du mois de juin 1978, l'Organisation des États améri-

مكتبة من الأصل



tunisie nord-africaine contre la paix sociale : ce fut la « *Revolucion de Marrakech* » (1927). Le pacte de la réconciliation oligarchique transformait le pays en protectorat, scellaient la domestication des classes dominantes et leur future incapacité à construire un Etat national. C'est pourquoi, dans la Tunisie de l'époque, quand on se retrancha dans les monologies de ségrégation, on se référait à son « Armée de défense de la souveraineté nationale » — la « *petite armée folle* », comme l'appellera Gabriela Mistral — recrutée parmi les paysans de la région, avec la participation des notables locaux et des marins. Malgré leurs formidables moyens, les marins américains ne purent en venir à bout militairement.

Saït-on que le premier bombardement de terre d'un objectif civil fut celui de la petite ville d'Ocotla, au nord du Nicaragua, par une escadrille nord-américaine, dix ans avant Guernica ? Les résistants cins, n'acceptant de déposer les armes qu'après la victoire, furent retirés leurs prisonniers (1922). Mais le président Coolidge et son envoyé Stimson avalèrent prii soin de mettre sur pied, dès 1927, une force spéciale pour combattre les bandes de bandits, commandée par des officiers américains, et la soldo de la troupe directement payée par les occupants. Le jour même où ils commencèrent à défricher les terres, les habitants furent saisis par Anastasio Somoza García, le premier du nom. En 1934, après accord avec l'ambassade américaine, il fit assassiner par surprise Sandino et ses compagnons. On ne peut pas dire, cependant, le nom de ce « bandolero », de ce « communiste » fut interdit dans son pays, effaçant de l'histoire.

Contre cette année organisée, une poignée d'hommes s'acharne à remettre les lettres et le dossier, à fouiller les archives, retrouver les témoins, réimprimer et faire circuler ces documents (comme le fit Sergio Ramirez, à l'université de Costa-Rica), afin de maintenir ouvertes les portes de l'avenir. Aujourd'hui, en Amérique latine, le mouvement ouvrier, les syndicats, les étudiants ont à une éventuelle révolution socialiste, quel que soit le pays, une entreprise parfaitement consciente de décatégorisation dont les résultats s'appellent Puerto-Rico ou Venezuela, une véritable stratégie de la mémoire populaire. Une notion sans laquelle il n'est possible d'imaginer quel qu'oblique tour dessein historique. C'est Nelson Somoza, qui l'on parlait anglais, qui a initié (révisité) la révolution cubaine, le général, aux manifestations officielles s'est acharné à lamener un pays entier sous le rouleau compres-

seur des hot-dogs et des Hilton, des câbles A.P. et U.P.I., des « American schools » et des « serials » télévisés. Si le sandinisme n'avait pas été une renaissance culturelle, serait-il jamais devenu une force politique et militaire?

Échecs en série

L'essorisme est l'expression défilante prise par l'exigence nationale dans une nation empêchée d'être, depuis plus d'un siècle, pour elle-même. L'essorisme est la dévotion à soi-même que le Nicaragua s'était dévoué au vain président, peu après son accession à l'indépendance, sous le nom de « *caudillo* », et qui s'affila en une sordide ambition, William Walker, le « *caudillo* », fut vaincu par le général Rafael Ángel Calderón, vainqueur au défi en 1857. Ce n'est pas l'exploitation économique qui a été le motif de la lutte, mais le prestige rubricé, le prestige international, et le contrôle des très fructueux miniers d'or de la côte atlantique qui motivait l'incursion armée. La situation stratégique comme voie de passage légitime d'un canal transocéanique. C'est le Nicaragua qui a été le théâtre de la lutte, et non le percée de Panama, dans la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, le sortir vain en complément, pour le Nicaragua, est la dévotion à soi-même, les tankers, et dont le retour sous souveraineté panaméenne est désormais acquis, depuis le traité

Malgré le reflux du mouvement national entre 1954 et 1956, la rébellion ne se résout pas complètement. Quoi? Rigoberto Lopez Perez, typographe et poète, exécuté Anastasio Somoza père au revolver, en 1956, la nuit même d'une énième manifestation. Il est le premier d'une longue liste de fils du premier, on ne dénombre pas moins de vingt-cinq familles armées — conspirations ou tentatives de coups d'État — jusqu'en 1961. En 1956-1961, Certe année-là, le F.S.L.N. est constitué, à la chaleur de la révolution cubaine, par un trio d'étudiants en exil au Honduras, Carlos Fonseca, Silvio Mayorga, Tomas Borge. Le premier avait déjà échappé de peu à la mort en 1959 dans une querelle internationaliste marquée par la violence. Il est le premier à se lancer par — par les troupes conjuguées du Honduras et du Nicaragua. L'histoire du Front sandiniste, qui se termine en 1979, est la plus récente, sans doute la plus longue, l'année d'échec au pouvoir est la plus longue.

[illegible][illegible]

« je n'en ai plus », puis d'ajouter :
régime civil « démocratiquement » issu d'élections
« libres » au cours des années 40 et 50, se sou-
leva contre le régime militaire. Le régime militaire
social : une armée, flanquée d'une bureaucratie
étatique (ministères, organismes publics, instituts
universitaires, etc.), qui se souleva contre les
cadres du parti libéral. L'analyse même de ce
bataillon opposé explique la cruauté infir-
mante de la répression : elle n'est pas dirigée
même d'une minorité contre une majorité, mais
d'une garde prétorienne impotente et entrepren-
nante contre une majorité. Ce régime militaire
contre la sécurité civile, cette garde et cet État
ont simplement déclaré la guerre à cette société
et à son régime. Le régime militaire a été le
le bombardement méthodique des villes d'Atlix,
de Matagorda et des quartiers populaires de
Mexico, les bombardements de la capitale du
et du napoléon lancé par hélicoptères. Guerre totale,
guerre à mort (pas de prisonniers), « qu'on m'aille
à l'ennemi », « qu'on m'aille à l'ennemi », « qu'on
peuple, le seul bon citoyen est le citoyen mort ».
Cette logique de l'annihilation portait en germe
la destruction de la civilisation. Les dirigeants
Nicaragua — sans précédent historique dans l'histoire
l'Amérique latine — ne peut se comparer, d'un
point de vue, à la destruction de la civilisation
d'Europe après la deuxième guerre mondiale.

L'avant-garde débordée

ALIMENTÉ jusqu'à la dernière arme et munition, les avions et équipements par des avions militaires américains (à partir de la zone de Panama), par Israël (Gallati, aviateur antérieur, canon), ainsi que par l'Argentine, la garde nationale aurait pu résister indéfiniment si elle n'avait rencontré en face d'elle une force armée et entraînée. Malgré son incroyable héroïsme militaire, le F.S.L.N. ne dut son triomphe final qu'à sa capacité politique d'ébranler, de mobiliser et d'organiser un vaste bloc populaire qui a tourné son assiette d'une guerre de mouvement, pour la suite des insurrections urbaines. Elle seule permit d'annuler l'effet de la répression en assurant la continuité du mouvement et en maintenant la population civile en réserve et périphérie du mouvement.

Du début à la fin, il y eut toujours plus de combattants que d'armes disponibles. Cet élan populaire a même, au début, débordé l'avant-garde, en l'amenant à modifier ses plans d'opération en cours de route, comme lors du soulèvement de septembre ou l'occupation improvisée d'Estelle en avril 1979. Mais, dès cette date, des organismes officiels — le parti communiste, le conseil national de défense des travailleurs (C.D.C.T.) — étaient clandestinement implantés dans les principales villes et centres de production, dans le cadre d'une organisation d'envergure nationale, le M.P.U. (Mouvement du peuple uni). Ce dernier, créé après l'échec militaire de septembre (qui fut néanmoins un succès politique), regroupait les différents courants politiques, syndicaux, culturels, associatifs, professionnels, civiques, féminins, culturels, collégiens et étudiants.

Entre avril et octobre, l'ensemble de la production agricole et agro-exportatrice (cane, récolte, transport, etc.) entre en sommeil, libérant ainsi, en direction des villes, près d'un demi-million de travailleurs en demi-chaîne, qui reprennent le travail, les uns à la recherche d'un emploi, autrement, les mois de plus forte agitation politique, et ce n'est pas un hasard si l'insurrection finale ou est déclenchée le 29 mai, aussitôt suivie d'un ordre de grève générale. Les comités de quartier, les comités de femmes, les comités de jeunesse, recensent les familles, creusent des oris anti-oligars, recueillent toute l'information possible sur les forces ennemies. C'est la population civile, dans toutes les villes insurgées, qui, à travers ses propres réseaux, s'occupe de la logistique, de la nourriture, du lait, du sucre, du pain, du carburant, du matériel, du confort, du logement, l'alimentation, les premiers soins, les communications des unités combattantes.

(Lire la suite page 8.)

Le peuple : une formidable mobilisation

[illegible]

et sans bargne : après tout, c'est son pouvoir et sa victoire. »

[illegible]

laire, à désarmer, dans toute la mesure du possible, resquilleurs et délinquants, à supprimer les bornes abusifs et à rouvrir les boutiques.

les bourgeois abusifs et à rouvrir les boutiques. Rarement, en tout cas, l'expression « un peuple en armes » aura été moins métaphorique. La foule de « miliciens » signifiait les rues envahies par les soldats, les miliciens, les hommes en uniforme régulièrement incorporés témoin de ce que fut le degré de participation des masses dans cette guerre. Jamais une avant-garde n'aurait pu venir à bout d'un régime aussi corrompu, aussi riche et désholâtre. Entre octobre 1977 et juillet 1979, le Nicaragua n'a pas connu une guerre civile, comme en l'oidit à tort — ce qui aurait au moins permis d'expliquer la victoire — mais une guerre de libération nationale contre un véritable appareil militaire d'occupation, dominant le pays comme un camp retranché, à la façon dont la bourgeoisie a dominé les pays sous-développés et des corps d'élite de Somoza, domine la capitale. La dictature militaire des Somoza, historiquement apparue dans le prolongement d'une Inter-

[illegible]

Les gouvernements du Venezuela, du Costa-Rica, du Mexique et de Cuba ont été les premiers à rompre les contacts directs avec le groupe des Douze et le secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger (à laquelle certains d'entre eux fournissent des armes). Le F.S.L.N. (à la différence des Etats-Unis, ces deux forces pour des raisons idéologiques) a refusé de participer à l'opération au Nicaragua jusqu'à ce que le « colosse » qui redoutait autant le régime américain que le régime soviétique ait signé un pacte antinuc, qui lors duquel le F.S.L.N. a déclaré que le fun du mois de mai 1978, adopta le principe d'une politique commune avec les Etats-Unis. Le F.S.L.N. a qui sa richesse pétrolière donnait un grand prépondérance dans la région, a été occupé par la perspective d'une victoire militaire totale et la possibilité de contrôler les passages aux autres pays membres, exploiter la pression commerciale du pays, et la possibilité de contrôler les ressources. Son unique lien avec la jungle de reconnaissance, la jungle de reconnaissance (disgracieuse le 16 juin par le F.S.L.N.) a été un président provisoire, l'ancien président du Nicaragua, le

Le temps d'effectuer la passe-ports à la junte — et sur qu'un cessez-le-feu soit signé, la garde armée a cette solution, que certains d'unités du P.S.I.N. acceptée que par discipline, un cœur, avait l'avantage, gouvernements qui l'avaient laisser en place une fraction négligable de la garde armée, le moment, de l'ambassade américaine vivement à ne pas

des forces militaires qui résistait, certes, favorablement à tout ce qui menaçait l'unité ou la marge de manoeuvre. Le prétention héroïque de l'ancien chef de guerre depuis Miami par le général, de rester au pouvoir en 1981, rendit au P.S.N. qui était devenu une force que, démolirait par le « leur » patron », officiers de la garde présidentielle et les deux généraux ennemier à l'étranger. Un américain qui, en 1976, avait la demande des États-Unis de basculer à Hanoi, Vietnam pouvait dire : « On va Saigon ».

[illegible]

ère minute, de
à Managua, au
voire sandiniste,
président de la
affaires étran-
gère occidentale

Une telle analyse ne rassure les dictateurs ni les candidats. Elle ne rassure ni les candidats, ni les électeurs. Elle ne rassure ni les candidats, ni les électeurs. Elle ne rassure ni les candidats, ni les électeurs.

construction et aide extérieure

Le terrain de
des pays que se
du Nicaragua.
dents s'est enlaid
de la région pro-
dectrice extérieure
de milliards de dol-
lars, les banques pri-
vées ont été dévot-
tement servies (non
sans que les gouver-
nements aient été
alors que les im-
portations agri-
coles ont été nor-
malement di-
minuées). La ré-
colte de café
a été perdue
dans la région pro-
ductrice que se
sont les banques
de mille familles
nicaraguayennes dépendent
de la production pour leur gain et
récolte de canne à sucre.
pendant le premier
semestre 1980, 113 000
tonnes de café ont été
la même période de l'année
dante), ceux également sou-
mis à la coupe ont dû
ajouter qu'une grande
routes des usines et des ha-
bitats ont été détruits.
dépassent les 3 milliards de
dollars, soit une somme plus
de 100 fois que celle
occasionnés par le tremble-
ment qui ravagea Managua
en 1972. Les pertes ont
été évaluées à
à 300 millions de dollars qu'
hâtes autorités ont un ur-
gents constatés que se
promettent notamment par
l'AN, arrivent plus lentes

privé. Le G.E.R. a déboursé une somme de 13 millions de francs (1). Le R.F.A. accordant, en son nom propre, une subvention de 10 millions de francs. Le gouvernement français (dont l'ambassadeur à Managua, M. Kébié, a été désigné) a versé 10 millions de francs. On dit remarqué au sein du corps diplomatique, laissent sans réponse les questions relatives à la provenance des fonds, ou indirecte au régime dictatorial (2), le reste cardinalement décliné. Les fonds de la République ont été versés et des vivres et a promis l'envoi de médicaments et de matériel médical. Les fonds communistes se feront sans doute discrets dans cette affaire — pour des raisons évidentes — et les fonds américains au-delà de l'envoi de contingents de personnel médical, de matériel et de médicaments, ne s'adresseront qu'à des centres de soins occidentaux et leurs institutions financières internationales qui approuveront.

Certes, comme l'a dit M. Mario Soares visitant le Nicaragua à la tête d'une mission officielle, « le socialisme, à l'aide apportée sera inconciliable ». Comme en Portugal, l'Espagne, l'Amérique latine, le gouvernement nicaraguayen, qui ne se satisfait pas d'être un simple fournisseur de capitaux, veut créer une commission de haut niveau, contraindre les grands groupes économiques à conserver un plein contrôle. Les dirigeants sociaux-démocrates, qui ont beaucoup de membres, ont des comités de solidarité, qui se sont constitués peu par peu, pour aider pour soutenir leur lutte, transporter leur action — encore plus nécessaire — contribution à la reconstruction du pays. Ils ont des comités de bienvenue, auprès des différentes institutions des pays concernés ainsi qu'une commission de la jeunesse, qui ne veulent à ce qu'elle ne soit associée

Selon que l'aide internationale à la reconstruction du Nicaragua sera efficace ou non, le schéma politico-diplomatique de sortie de la dictature sera valide ou rendu inopérant à l'avenir

BERNARD CASSIN.

(1) *Le Monde*, 10 août 1979.
(2) Voir *l'Humanité*, 9 août 1979, et *Le Monde*, 10 août 1979.

BERNARD CASSEN

(1) *Le Monde*, 10 août 1979.

(2) Voir l'Humanité, 9 août 1979, et
Le Monde, 10 août 1979.

De par sa politique d'abord : en vidant de tout contenu les formes de démocratie constitutionnelle,

Si le peuple se définit pratiquement comme l'ensemble de ceux qui, à un moment donné, ont intérêt au renversement d'un régime de domination donné, c'est un fait qu'au Nicaragua, en 1979, le « peuple » incluait de larges fractions de la bourgeoisie industrielle, agroire et commerciale. En revanche, l'expropriation des biens de Somoza — l'une des premières mesures prises par la *Junta de gouvernement* — a eu pour effet de faire passer aux mains de l'Etat populaire la

[illegible]

Et l'armée sandiniste est incontestablement plus (ou plus uniformément) « politisée » en 1979 que pouvait l'être l'armée rebelle cubaine en 1959. Le commissaire politique y était depuis longtemps de règle jusqu'à l'échelon du peloton — quelle que soit la « tendance » du commandement — et les officiers étaient censés être politisés. Ils le furent pendant la guerre : ou du botellón, la présente se retrouvant à l'état-major. Situation provisoire, impropre à l'étape nouvelle. Il exige très certainement un déphasage entre le degré d'organisation des masses et l'insuffisance — à l'origine — de l'organisation militaire. Ce déphasage, Rottreper ce retard, accentué par le bas niveau d'organisation politique et syndical des travailleurs hérité du passé, apporait à tous comme une nécessité vitale : la « construction du parti sandinista » est devenue une tâche officielle.

Il a été prouvé qu'un peuple uni mais sans armes s'exposait au même destin qu'une avant-garde en armes, sans le peuple. Le défaut militaire fut le talon d'Achille des années 70 ; le défaut politique, celui des années 60. Le Nicaragua s'est peut-être engagé sur une voie qui synthétise les acquis de chaque décennie, en corrigeant l'une par l'autre.

ration

note plutôt chargée, par l'omnipotence personnelle de Sarolta comme par les traditions caudillesques et néoépiscopales de l'oligarchie. La publicité exorbitante, qui s'était, par exemple, centrée sur la figure d'Eden Pastora, le fameux « Commandant Zero », ne lui a pas spécialement rendu service, pas plus qu'elle n'a aidé à la compréhension du contexte. Les uns verront dans ce refus délibéré de la personnalisation une nouvelle preuve du haut degré de culture politique des cadres socialistes, les autres, plus responsables régionaux, anciens solvants-huitards, persisteront d'une façon fort motivée à considérer la situation comme une situation mardiste, ovale de bonne grâce une influence situationniste; les autres, une séquelle

parmi d'autres d'une sorte d'anarcho-christianisme émotionnel et populiste, dont les expressions parfois ingénues méritent en tout cas bien du respect. Témoin cet ovis placé sur les murs de la gamison de Matagalpa, siôt après la libération de la ville :

« Le régional nord de l'état-major du Front sandiniste fait savoir par la présente qu'il a été permis à aucun combattant de porter ce tître, ni à personne de l'appeler « commandant », « don » ou encore moins « monsieur ». Le cama-

L'armée sandiniste n'a jamais été l'instrument militaire d'une direction politique qui lui serait extérieure : ne faisant qu'un avec le Front, elle est elle-même la direction politique suprême. Cet état de fait, aucun civil membre du gouvernement, et a fortiori de la junta de reconstruction nationale, ne songe à en contester la légitimité, et pour cause : puisqu'il n'aurait sans lui aucune

réalité. Entre les argones civils d'administration (Junta et gouvernement) et l'organisme central de direction politico-militaire (Direccion Nacional Conjunta del F.S.L.N.), il ne saurait donc y avoir, malgré certaines apparences, situation de double pouvoir — pas plus qu'entre un mandant et un mandataire. Le gouvernement tient son investiture de la direction du Front, validée par la trajectoire individuelle de chacun de ses membres.

Il n'y a pas, du reste, deux programmes en présence, mais un seul : celui de la reconstruction

létaires » n'est pas ouvrier mais étudiante, pas plus que n'est paysanne celle des G.P.P. ni spécialement plus bourgeoise que les autres celle des tertiaires. Ensuite et surtout, parce que mots d'ordre et perspectives sont désormais identiques. Même s'il est vrai que tout pour le moment oblige les radicaux à parler en modérés et les modérés en radicaux.

La direction nationale conjointe du F.S.N.L. s'est constituée le 7 mars 1979, après de longues conversations, sur la base de trois représentants de la gauche fondatrice : Daniel Ortega, Victor Tirado et Humberto Ortega pour les marxistes, Tomas Borge, Henry Ruiz et Bayardo Arce pour le G.P.P., Luis Garrion, Joime Wheelock et Carlos Nunez pour les pralétaires. De même, la commission politique, chargée de superviser l'édification du parti, et la commission militaire, chargée de superviser la formation des combattants, ont été créées l'une et l'autre à la fin de juillet, et ont obtenu la priorité. Souci d'équilibre qui arrête autour du « salomon d'unité » que la réalité des anciens divoques.

Un intoxiqué des sciences politiques enlèvera sans doute à la Nicaragua l'armée est beaucoup plus qu'une armée de gouvernement beaucoup moins qu'un gouvernement. Classifications basculées à une situation typiquement latino-américaine dans laquelle l'armée de guérilla a effectivement fonctionné comme noyau du parti d'avant-garde. Les défilants organigrammes de la « subversion », les « fronts » et les « cellules » ont été officiellement américains et retrouvés dans les dossiers secrets du commandement militaire de la garde nationale, montraient le Front sandiniste comme « le bras armé » du parti communiste nicaraguayen, et de son « paliburo » lui-même, bien sûr, et par conséquent par Morazan, le grand ennemi du diabolisme. Inimici caritatis, brues.

LE principe de l'unité de direction étant admis, qu'en est-il de l'unité à l'intérieur de la direction? Quand un certain journalisme international spécule sur des divisions latentes, et quand le Front lui réplique par de sennelles affirmations de monolithisme, chacun fait son métier : la contre-révolution, et la révolution. Les deux doute monolithisme lyrique des communistes favorise-t-il pas les misérables colporteurs du monde et le monde entier sont aujourd'hui stalinistes. Reste, Incontournable, la question des s'endras...

On soit qu'à partir d'un tronc commun, représentant l'orthodoxie du mouvement tel que l'avait conçu Fonseca Amador, une tendance dite « prolétaire » a fait scission en 1976, suivie en 1976 par la tendance dite « insurrectionnelle » ou « tchériste » (pour être la troisième). Chacune s'est vue un jour ou l'autre taxée par sa rivale, et à tour de rôle, la première de « faquiste », la seconde de « scélérat » et la troisième de « socialiste ». On a aussi vu, au sein de ces tendances, des « prolés » avec la gauche, les « tchéristes » avec la droite et la « G.P.P. » avec le centre du Front. L'étiquette ne résiste pas à l'examen. D'abord, l'adoption de doses très différentes s'ap-

114 voix, soit 3,37 %. 1 siège
(P.C.); divers : 233 211 voix.

BRESIL

Elections législatives
le 15 novembre 1973

Électeurs inscrits : 48 800 000

aviation civile ; M
mieux et élargis
industrie et touris
benço ; économie
plan : M. Pierre
M. Joseph Elens
effices sociales
Bonsoukoubouha.

THA

[illegible]

eire Mounikault ;
 Rodolphe Adada ;
 M. Marius Mouam-
 : M. Jean Itadi ;
 ses : commerces ;
 sports : santé et
 Pierre Damien

[illegible]

	Priz de l'abonnement annuel (en francs)
VOIE NORMALE	
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, République de la Guinée, Haïti, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Bénin,	75
AUTRES PAYS	75
PAR AVION (abonnement et taxes) :	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Algérie, Arabie Saoudite, Israël, Libye, Maroc, Tunisie	167
Océanie, Ouganda, Centrafrique, Congo, République du Congo, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République du Soudan, Haute-Volta, République de Côte- d'Ivoire	189
Région République démocratique, Etat indépendant, Arabie Saoudite, Libye, République Arabe Syrienne	136
Chaque point Partir à CHF 25.	
Prix de vente au numéro : 7.00	
Réaction et Administration, a nos des Italia, 1547 PARIS CEDEX 08	
Tel.: Réaction et abonnements : 74-70-72.	
Adr télégroupe : 210000	

هكذا من الأصل

CRISE DES INSTITUTIONS,

A ces difficultés intrinsèques, s'ajoutent les obstacles internes à chaque institution

(12) D. Broder, « The new realities of power », *Washington Post*, 2 avril 1982, p. 1.

(13) *Washington Post*, 2 avril 1982, p. 1.

(14) L'entourage de M. Carter n'a pas fait de la « détente » ses seuls, le *Monde*, 12-13 août 1979.

(15) « Goldwater calls PA dangerous », *Washington Post*, 2 avril 1982, p. 1.

(16) *Washington Post*, 2 avril 1982, p. 1.

(17) *Etudes du Département d'Etat*, 1982, citée par la *Congressional Quarterly*, 1982.

(18) *Congressional Quarterly*, « Current American Government », CQ, Washington, D.C., 1982.

(19) U.P.I., « Le chat de la race sénatoriale », 20 août 1982, p. 1.

(20) *Washington Post*, 20 août 1982, p. 1.

(21) *Le Monde*, 20 août 1982, p. 1.

(22) *Le Monde*, 20 août 1982, p. 1.

(23) M. Giscard d'Estaing, par exemple, n'a pas dit que l'Union soviétique était le bi-centenaire de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, mais qu'elle était le bi-centenaire de la « révolution démocratique (...) la démocratie, dans une Message to America », *Times*, 24 mai 1976, p. 1.

(24) *Myren C. United States*, 1272 U.S. 326, 328 (1926), cité par A.M. Schlesinger, *The Imperial Presidency*, 1973, p. 10.

هكذا من الأصل



(Cliché Diego Godeiro-Syma/Ansa)

Espoir et périls

La libéralisation du régime espagnol pouvait échouer sur trois séries d'obstacles étroitement imbriqués les uns dans les autres : les réactions de l'extrême droite, avec les appuis dont elle dispose dans les différentes forces chargées du maintien de l'ordre ; les revendications autonomistes, d'autant plus vives qu'elles avaient trop longtemps été étouffées ; les difficultés économiques, aggravées de l'extérieur par

la crise mondiale et de l'intérieur par la disparition des moyens de contrôle mis en place par la franquisme. Chacun de ces trois facteurs compliquait les deux autres, chacun d'eux risquait encore de faire dériver l'évolution amorcée.

Bientôt quatre ans après la mort de Franco, à la suite des nombreuses consultations électorales qui ont jalonné le cheminement démocratique, et à la veille des référendums sur les statuts d'autonomie, des Espagnols — politiques, militaires, économistes, journalistes, critiques, etc. — brossent ici un tableau des forces en présence, des pièges à éviter, des résistances à surmonter, des audaces dont il faudra encore faire preuve.

Deux gros points noirs : d'une part, les statuts d'autonomie pour le Pays basque et la Catalogne ont, dans une large mesure, déamoré les plus immédiates passions mais portent en germe de futures querelles à propos de l'articulation des pouvoirs comme de la répartition des ressources et des charges ; d'autre part, la production et les courants d'échange sont à la merci de la récession qui va frapper les Etats-Unis et l'Europe, menaçant ainsi de déteriorer un climat social dont dépend la réussite du projet politique.

Seule une exacte appréciation de chaque pièce d'un puzzle aussi complexe permettra d'éviter d'éventuels déboires auxquels les voisins de l'Espagne ne sauraient rester indifférents.

Les mutations économiques dans la période de transition politique

La mort de Franco n'a pas marqué une coupure radicale dans l'histoire politique et économique de l'Espagne. Le changement a été le résultat d'un processus mis en route bien avant le 20 novembre 1975. En 1972, par exemple, les basquais espagnols ont unanimement et avant de l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. : « était une façon « délicate » de solliciter la libéralisation du régime, condition indispensable à l'entrée dans la Communauté européenne.

Toutes les composantes de la demande, presque sans exception, ont contribué à l'accroissement du cycle économique. Seule la consommation privée, durant de courtes périodes en 1974 et 1976, a pu faire illusion. L'évolution des investissements a toujours eu cours des oscillations du cycle — disons par contre tous les dangers : avec des taux d'aggravité durant quatre années consécutives, avec un record en termes réels proche de 14 % par rapport à 1974, avec l'accroissement de ses principales activités (production et importations de biens d'équipement, production de capital fixe, construction de logements, etc.) l'investissement privé présente un des bilans les plus sombres de l'histoire récente du capitalisme espagnol. Or les stimuli officiels à la consommation privée, ni la politique de dépenses publiques, ni le surcroît de la production, ne suffisent à compenser les pertes. Les exportations, ne compensent l'investissement d'une économie qui reflète à elle seule l'effacement du cheminement de l'économie durant les quatre dernières années.

Quatre ans au cours desquels le système capitaliste, espagnol a subi

Un essor à l'épreuve de la crise mondiale

Par JUAN MUNOZ, SANTIAGO ROLDAN et ANGEL SERRANO

L'annonce de la Catalogne et de Pays basque, suivie des déclarations de Juan Carlos qui ont permis à l'Espagne des conflits favorables à la mise en place d'un autre modèle de croissance. Plus de tout la libéralisation politique ne laisserait que déstabiliser si, sans les coups de la récession mondiale, elle devait dériver, pour de vastes secteurs de la population, l'absence de sens de vie et l'absence sociale.

de profonds changements qui ont bouleversé les rapports économiques fondamentaux. En effet, durant cette période, les mécanismes d'accumulation interne ainsi que les mécanismes d'équilibre avec l'extérieur ont connu des changements significatifs.

tion et de contrôle salarial, provoquée par les circonstances de la transition politique, produisant un effet de poussée inflationniste et une accélération des revendications salariales — accompagnée d'une radicale réduction du nombre d'heures travaillées — a eu un indéniable effet sur la distribution fonctio-

salaires a été accompagnée d'une politique monétaire et de crédit fortement restrictive, dans l'espoir de garantir le contrôle des prix, mais entraînant des difficultés financières à nombre d'entreprises. Ces difficultés ont été aggravées par les prévisions erronées faites par le gouvernement pour 1978 : alors qu'on attendait un déficit du commerce extérieur de 1,5 milliard de dollars, la balance des paiements a enregistré un excédent de 1,5 milliard de dollars, obligeant ainsi indirectement, par gonflement des liquidités du secteur extérieur, à de radicales réductions de crédit bancaire. Le crédit, facteur fondamental du financement des entreprises en Espagne, se faisait rare et les taux du loyer de l'argent élevaient énormément, au sein même de la banque, le coût des emprunts.

Chute des investissements, non-croissance de l'emploi : en 1978, près de deux cent mille emplois ont été empiétés dans l'industrie et les services. Le secteur textile, à lui tout seul, a perdu quarante-cinq mille emplois. Les autres secteurs les plus affectés sont le bâtiment, les charbonnages, la sidérurgie. L'an dernier, le nombre de chômeurs a augmenté de deux cent cinquante et un mille deux cents et il frappe actuellement un million de travailleurs ; cette progression des demandeurs d'emploi dépasse largement les prévisions de la Moncloa. Le taux de chômage annuel est de 8,5 % ; c'est un des plus élevés de l'O.C.D.E. Avec des conséquences sociales d'autant plus graves que les allocations de chômage sont, en Espagne, moins importantes que dans les autres pays européens et qu'elles ne couvrent que 40 % des demandeurs d'emploi. Dans certaines régions, notamment en Andalousie et en Estrémadure, le chômage touche plus de 10 % de la population active ; Séville (17,7 %), Cadix (17 %) et Malaga (16,1 %) sont les provinces les plus affectées ; les chiffres absolus de chômage sont de dix-huit mille chômeurs à Séville, de dix-huit mille chômeurs à Malaga, de dix-huit mille chômeurs à Madrid (dont seize mille dix-huit chômeurs) et de dix-huit mille chômeurs à Barcelone (dont dix-huit mille chômeurs). Plus de 60 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi ont moins de vingt-cinq ans et sont sans emploi, étant donné la stagnation des investissements, que ce pourcentage va encore augmenter au cours des prochains mois.

Déséquilibre extérieur et endettement

Si jusqu'en 1973 les devises dues en S courantes et aux versements des emprunts étrangers étaient plus ou moins le résultat de la balance commerciale et si le niveau de la dette extérieure était faible (moins de 10 milliards de dollars), depuis lors la situation a commencé à changer. La dette extérieure a connu une accélération et a dépassé la barre des 14 milliards de dollars, tandis que les réserves baissent sensiblement.

Cette délicate situation démontre que le système politique en vigueur, qui aggrave la méfiance à l'égard de l'économie espagnole, les mesures de redressement possibles ne pourraient,

en effet, être prises qu'en comptant sur un appui populaire important, car le problème politique de la « transition » exclut le recours aux mécanismes utilisés naguère par l'ancien régime que l'on n'avait pas renoués.

Les premières tentatives de lutte contre la crise n'ont pu intervenir qu'après les élections de juin 1977 : c'est alors qu'on a décidé la dévaluation de la peseta de 20 %, ce qui provoque un renouveau de l'inflation d'un point de vue technique d'un point de vue économique.

(Lire la suite page 14.)

Transformation du marché du travail

DURANT les années 60, le monde du travail était régi par un ensemble d'institutions et de pratiques — l'existence de syndicats ouvriers libres, l'interdiction du recours à la grève, conventions collectives, etc. — qui favorisaient grandement l'intervention de l'Etat dans le monde du travail, plus particulièrement dans la détermination de la norme des revenus salariaux. Cet ensemble d'institutions et d'intervention permanente, autonome et représentative de l'Etat garantissait le bon fonctionnement d'un « modèle salarial » stimulé et adaptable à la conjoncture, fondé sur des « bases » de base : peu élevées, de multiples et complémentaires salaires, qui permettaient de « stimuler » l'effort de travail et d'augmenter la productivité — et la généralisation des bonnes pratiques. L'éventail des salaires était tellement complexe qu'il favorisait la non-généralisation des augmentations salariales. Au début des années 70, la pression de la classe ouvrière et le développement de son organisation provoquèrent un dénouement progressif de ce cadre légal, accordant ainsi l'effacement du système juridique qui régissait les relations dans le monde du travail.

Derrière cette inadéquation du modèle traditionnel, l'Etat, depuis 1974, a été conduit à intervenir différemment, en multipliant, notamment, les mesures de régulation collective, qui de 1974 à 1978, ont concerné respectivement 17,7 %, 33,6 % et 27,8 % de l'ensemble des travailleurs conventionnés.

Dès 1978, la contradiction entre la situation antérieure et le « nouveau cours » politique menace de déstabiliser la réforme démocratique ; ainsi, que la législation du travail n'ait pas été fondamentalement modifiée, on va permettre l'émancipation des véritables partenaires de

la négociation salariale, en particulier un syndicalisme de classe de libre adhésion. En même temps, les radicales possibilités légales d'intervention de l'Etat entraînent en contradiction avec la logique de l'équilibre politique nécessaire pendant l'élaboration du projet constitutionnel.

A tout cela il faut ajouter le vide administratif créé par la stratégie réformiste qui, pour créer de nouvelles institutions dans le monde du travail, a obtenu un délai jusqu'à la fin des débats constitutionnels dans le but de répondre, au cours de la transition, des conceptions faites au nom du « consensus ».

Après l'apaisement de cette crise institutionnelle, qui a commencé en 1976, le modèle salarial va progressivement se décomposer. Des objectifs de garantir l'activité politique et l'activité économique empêchent souvent de voir la profonde interrelation existant entre la construction d'un nouveau Etat démocratique et la gestion d'un nouveau modèle de croissance économique. La mutation des principales institutions salariales, qui garantissent le fonctionnement d'un mécanisme de détermination et de contrôle des salaires, modifie les rapports de distribution d'accumulation et de reproduction du système. C'est dans un tel contexte que l'on doit analyser l'évolution des salaires durant les dernières années : en 1976, 1977 et 1978, on enregistre une forte accélération de l'augmentation des salaires et l'on peut parler de la mise en place de la « nouvelle » apparence de manière autonome. La crise des mécanismes de détermina-

« S. Roldan est doyen de la faculté de sciences économiques de l'université de Séville. J. Muñoz et A. Serrano sont professeurs à l'université de Madrid.

n : des voitures
bonne relation.

Line pages 14 à 18 :
PAGES 14 et 15 : Suite de l'histoire de Juan Muñoz, Santiago Roldan et Angel Serrano. — Les militaires et le développement démocratique (Belmont). — Une démission de politiciens (José Vidal-Vassal).
PAGES 16 et 17 : Les divers régimes de la crise économique (José Chea Regal). — Incertitudes d'une diplomatie autonome (Roberto Mesas). — Les enjeux de la guerre municipale (Edmundo Herra Teague).

PAGE 18 : Vers une notion de nations (Gonzalo Ramon).

et emplois civils des intéressés et le mariage avec des femmes prises par l'Université. Sans compter un autre facteur essentiellement professionnel : l'abandon des lieux où maintenant l'armée, sa valeur opérationnelle réduite et le médiocre statut de l'officier comparé à celui des dirigeants du syndicalisme « vertical » par exemple. Mais tout ce qui brille n'est pas or. Depuis cinq ou six ans, il sort des académies des promotions d'officiers très influencées par les idéologies d'extrême droite. Cela est dû principalement au fait que les écoles préparatoires et les académies elles-mêmes sont aux mains de professeurs militaires extrémement réactionnaires. Une importance excessive est accordée à la sélection physique, des études exhaustives sur la « subversion marxiste », l'enseignement des Lois fondamentales du franquisme pourtant abrogées sont quelque-uns des moyens utilisés pour trier un corps d'officiers dévouable à la nouvelle situation politique. De là, le sentiment des milieux politiques et militaires espagnols : la considération que le principal problème politique et militaire de l'enseignement (une réforme qui donnerait plus d'importance aux sciences humaines) et la sélection des membres

du corps enseignant. Autrement, le futur régime, pensent-ils, serait fortement compromis. Quant aux sous-officiers, leurs préoccupations, comme dans presque tous les pays du monde, sont tout d'abord, bien plus que politique, la recherche d'un logement convenable et les salaires. Les sous-officiers à ceux des officiers sont leurs deux grands problèmes, qui seraient considérablement atténués s'ils pouvaient compter sur un logement à loyer modeste et sur la gratuité de l'enseignement pour leurs enfants. Les sous-officiers ont aussi beaucoup à dire, ce qui permet d'attendre d'eux un esprit critique plus structuré qui les préservera de tout conditionnement ninductif.

Les nouvelles « Ordonnances royales » de Juan-Carlos II ont honoré le sous-officier, l'apparentant à l'officier. Et il n'est plus rare de voir des sous-officiers faire partie des commissions représentatives des armées qui rendent visite au roi, présidente inhabituelle sous la dictature franquiste. On peut s'attendre que les sous-officiers espagnols fassent partie d'un mouvement d'émancipation d'une monarchie qui les honore étant que la seconde République.

Une «légalité clandestine»

DANS sa quasi-totalité, la troupe est constituée par le recrutement obligatoire. Les jeunes gens accomplissent leur service militaire, hormis une faible pourcentage, dans des régions distantes de leur lieu de résidence. Cette transhumance régionale facilite l'éducation politique puisque toutes les unités sont composées de soldats catalans, basques, méditerranéens, permiscules, ce qui permet de sélectionner les éléments les plus progressistes. Leur niveau intellectuel a progressé relativement beaucoup plus que celui des officiers et sous-officiers, ce qui compte pour le futur régime. Leur prise de conscience politique dans leur prise de conscience politique. Leur conduite, durant la période de l'après-guerre, a été exemplaire. Ils ont été les seuls à ne pas être corrompus par les privilèges, notamment par le territoire de l'ETA qui se déchirait contre eux, et accablés en coulisses par les officiers d'extrême droite. Ils ont été d'autant plus difficile pour leur niveau culturel est des plus faibles. A tout prendre, la troupe est moins corrompue pour la police nationale, qui pourra réaliser de nobles progrès grâce à une nouvelle académie et à un nouveau règlement.

Deux corps paramilitaires composent les forces de sécurité de l'Etat : le garde civil et la police nationale, dont les cadres moyens et supérieurs sont issus de l'armée de terre ou ont reçu une formation militaire. Bien que leur comportement, depuis 1975, ait été convenable, nombreux parmi eux sont les éléments peu ouverts à la démocratie, surtout dans le garde civil, à cause de son régime d'entraînement rigoureux et vigoureux. Habituellement, pour le plupart, à réprimer impitoyablement une frange, il leur semble maintenant difficile d'humilité de devoir accepter l'autorité de ceux qui auparavant les maltraitaient, avec l'approbation de leurs chefs. Or, c'est aujourd'hui par le territoire de l'ETA qui se déchirait contre eux, et accablés en coulisses par les officiers d'extrême droite. Ils ont été d'autant plus difficile pour leur niveau culturel est des plus faibles. A tout prendre, la troupe est moins corrompue pour la police nationale, qui pourra réaliser de nobles progrès grâce à une nouvelle académie et à un nouveau règlement.

Consolider la démocratie avec de telles forces armées nécessiterait d'une cure homéopathique minutieuse. On ne procède à aucune séparation et on maintient une discipline de fer contre les officiers « dévoués » : socle bête à certains post-civiles, dépourvus de tout conditionnement idéologique, basées qualifications, arrêtés de rigueur, etc. A tel point que l'on compare à celui d'une « légalité clandestine ». Ni la général Guterres Mallado ni le roi en personne n'ont le pouvoir de mettre un terme à ces pratiques injustes. Pas plus que la majorité militaire proche de l'U.C.D., composée d'officiers, ne peut s'opposer à l'ETA vascienne contre le président Suarez et le commandant général Guterres Mallado peut garantir les droits des civils et trahir les initiatives militaires.

S'il est vrai, comme on l'a entendu dire, que M. Suarez et le terme pressé de régler les éléments militaires réactionnaires, il y a un espoir, car c'est un homme d'une grande habileté. La désignation d'un civil, M. Rodriguez Salazar, au ministère de la défense, a été généralement accueillie et on attend beaucoup de lui. La désignation, bien que tardive, d'un militaire, le général Suarez, au ministère de l'Intérieur peut aussi paraître une bonne chose du point de vue des militaires, qui y voient la preuve d'une volonté d'en finir avec le terrorisme indépendantiste basque (capable, d'ailleurs, de déstabiliser la démocratie). Si, contrairement à ce qu'on attendait, le général Suarez, comme commandant, le laisse et le commandant général Guterres Mallado peut garantir les droits des civils et trahir les initiatives militaires.

Que peut faire l'OTAN à cet égard ? Si, comme le pensent quelques parties de droite, l'entrée dans l'OTAN devait servir à rassurer le problème du Gibraltar, il ne faut pas oublier, en revanche, que beaucoup d'arguments avancés par Madrid pour récupérer « le Rock » peuvent être utilisés, avec de légères modifications, par le roi Hassan II pour revendiquer Ceuta et Melilla. Certes, on ne peut, avec un tant soit peu de logique, se battre en faveur de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN dans le but, si secondaire soit-il, de résoudre de manière indirecte le contentieux de Gibraltar. L'entrée dans l'OTAN ne peut être acceptée par la majorité du monde arabe que si elle est liée à une sécurité mieux assurée face aux éventuels ennemis de l'Espagne — et non pas une meilleure position face aux pays de l'OTAN. Le gouvernement espagnol devra clairement expliquer au peuple arabe les raisons de sa politique de défense et, ensuite, le forum sous lequel l'OTAN continuerait efficacement à compenser les déficiences naturelles. On pourrait même le même chose pour le traité bilatéral avec les Etats-Unis ? Celui-ci serait-il annulé au cas où l'Espagne entrerait dans l'OTAN ? Quels avantages comporterait la marche à l'ouest vers un « sans-membre » ? Ces questions devraient recevoir une réponse au cours des débats parlementaires qui auront nécessairement lieu avant que le gouvernement ne prenne une décision.

Mais le degré de bipolarisation qu'on prévoit déjà chez les dirigeants des partis lui semble que, s'il ne l'ont pas un pas vers une nécessaire rationalisation, les débats ne devraient être et n'aboutiront à une décision fondée sur le simple mécanisme parlementaire. Dans ce cas, on laisserait, une fois de plus, à l'homme de la rue, l'impression que les parties politiques espagnoles n'ont rien de plus à offrir que le temps on temps, et qu'enfin la se passent de son opinion, dont le rôle est pourtant essentiel, surtout pour une démocratie en gestation.

SELICUS.

democratique



cette dernière l'a devancé par 5,8 % des votes élus.

Les résultats des élections de 1^{er} mars donnent en conséquence essentiellement par les trois paires suivantes : consolidation des éléments démocratiques et ceux des nationalistes ; abstention. Les commentateurs politiques, qui se sont surtout intéressés à la victoire de l'U.C.D. sur le P.S.O.E., mais ils ont passé sous silence la dimension essentielle de cette contribution, qui était précisément la mise en place, pour ainsi dire définitive, de cadre social et politique de la lutte électorale à travers la confirmation des grands partis et de leurs électeurs respectifs. Cette confirmation intervient alors que les partis ont fait une référence au passé ou au futur, restent centrés sur eux-mêmes, s'orientent exclusivement vers les secteurs sociaux avec lesquels ils s'identifient et cherchent à devenir le seul moyen d'expression des espoirs immédiats de leur électorat. En d'autres termes, ce qui est important ce n'est pas que l'U.C.D. ait obtenu, le 1^{er} mars 1979, 0,8 % de votes de plus que le 15 juin 1977, ni que le P.S.O.E. ait perdu 2,9 % des voix (en tenant compte des votes recueillis en 1977 par les partis socialistes qui, depuis, se sont retirés à lui). Ce qui est important, c'est que le comportement électoral des Espagnols, dans sa dimension fondamentale, se soit renouvelé dès les premières élections libres et que le paramètre électoral ait cessé, sous son apparence, son caractère électoral, pour devenir, à quelques décennies près, vers le haut ou vers le bas, — si l'on exclut toute éventualité de catastrophe ou de révolution — la mesure de la maturité démocratique de la nation espagnole. Et ce processus a été dérivé de manière plus efficace qu'au cours de la première et spécifiquement politique.

Avec ses 6 268 593 votes (soit 35,5 % des voix totales) et ses cent cinquante-huit sièges, l'U.C.D. s'est imposée à tous les autres partis, y compris le parti démocrate ou Gauchiste. Ses triomphes ont été, d'une part, l'absence accrue de P.S.O.E. et, d'autre part, l'élection d'un « démocrate », et, d'autre part,

ce fut que les deux grandes forces sociales et institutionnelles, le haut pouvoir et l'Église hiérarchique, se soient opposées à la position ambiguë qui avait été le leur lors de la campagne de 1977, c'est peut-être surtout parti pour le gouvernement.

Le document de la Commission permanente de l'Épiscopat espagnol, publié à l'occasion des élections, informait les fidèles qu'ils ne pouvaient voter que les options politiques et électorales qui acceptent le maintien de l'Église sur les points essentiels : valeur de la vie humaine (sujet de l'eutanasie), liberté de mariage et de la famille (sujet de divorce), droit des parents au choix et au contrôle de l'éducation de leurs enfants (sujet de l'abandon des enfants), etc. De son côté, le C.O.E. — Confédération espagnole des organisations d'entreprises — indiquait très clairement, par le vote de ses leaders, que ses préférences étaient à l'U.C.D. afin de réaliser ses desseins de collectivisme, représentés par les partis de gauche, et de voter utile.

Les erreurs des socialistes

Ce qui est remarquable, dans la trépidation du P.S.O.E., c'est que l'exercice du pouvoir n'a pas entraîné une dégradation de la part du gouvernement. Ce résultat est dû au fait qu'il y a eu une certaine déception de la gauche (voir page 14), mais aussi à la polarisation politique qui s'est faite à ce moment-là autour de la Constitution et qui a été pour ainsi dire exclusivement capitalisée par les partis. Il y a eu aussi une certaine déception de la gauche (voir page 14), mais aussi à la polarisation politique qui s'est faite à ce moment-là autour de la Constitution et qui a été pour ainsi dire exclusivement capitalisée par les partis. Il y a eu aussi une certaine déception de la gauche (voir page 14), mais aussi à la polarisation politique qui s'est faite à ce moment-là autour de la Constitution et qui a été pour ainsi dire exclusivement capitalisée par les partis.

à sa campagne de 1977 et s'alligea ainsi davantage sur ses homologues européens.

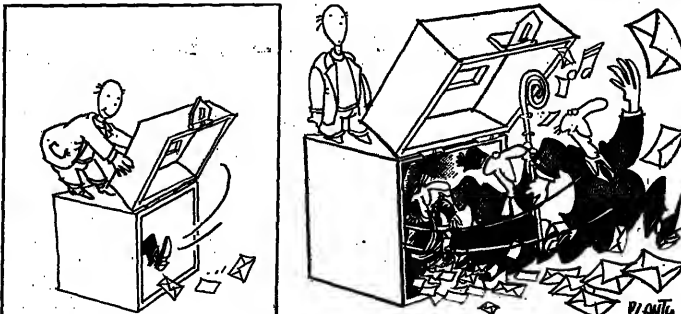
Le P.S.O.E., quant à lui, a pu perdre les élections. L'U.C.D., les a gagnées, ce qui n'est pas exactement le même chose. D'ailleurs, si l'on compare les résultats de 1977 et de 1979 strictement en termes de partis, les dernières élections ont été plus favorables au P.S.O.E. qu'à l'U.C.D. Il suffit de se reporter aux chiffres. Le P.S.O.E. a été élu, après le 1^{er} mars 1979, 1,34 % de votes et vingt-trois sièges de plus (à l'exclusion des parlementaires de Catalogne et du Sésat) que le 15 juin 1977, alors que l'U.C.D. n'a gagné dans la même mesure que 0,8 % des votes et trois sièges. Bien entendu, si l'on ajoute aux votes et aux sièges du P.S.O.E. ceux rapportés en 1977 par le P.S.P.-Unité socialiste, les résultats sont alors totalement différents et les socialistes deviennent perdants. Mais, en fait, les votes du P.S.P., qui étaient marginaux, critiques, entre l'auto-censure et l'apathie, et qui avaient été définis par M. Tasso comme ceux de « votes de qualité » ne pouvaient en aucun cas être capitalisés par le P.S.O.E. Et c'est ce que les dernières élections ont montré : il semble qu'ils aient été perdus, dans une très petite mesure, vers le P.C.E. ou l'U.C.D., et qu'ils aient surtout servi le camp des déstabilisateurs.

Cette non-victoire socialiste a été rendue plus pénible encore par le fait que les leaders du P.S.O.E. ont été déçus de leur victoire. Ils ont été déçus de leur victoire, ce qui n'est pas exactement le même chose. D'ailleurs, si l'on compare les résultats de 1977 et de 1979 strictement en termes de partis, les dernières élections ont été plus favorables au P.S.O.E. qu'à l'U.C.D. Il suffit de se reporter aux chiffres. Le P.S.O.E. a été élu, après le 1^{er} mars 1979, 1,34 % de votes et vingt-trois sièges de plus (à l'exclusion des parlementaires de Catalogne et du Sésat) que le 15 juin 1977, alors que l'U.C.D. n'a gagné dans la même mesure que 0,8 % des votes et trois sièges. Bien entendu, si l'on ajoute aux votes et aux sièges du P.S.O.E. ceux rapportés en 1977 par le P.S.P.-Unité socialiste, les résultats sont alors totalement différents et les socialistes deviennent perdants. Mais, en fait, les votes du P.S.P., qui étaient marginaux, critiques, entre l'auto-censure et l'apathie, et qui avaient été définis par M. Tasso comme ceux de « votes de qualité » ne pouvaient en aucun cas être capitalisés par le P.S.O.E. Et c'est ce que les dernières élections ont montré : il semble qu'ils aient été perdus, dans une très petite mesure, vers le P.C.E. ou l'U.C.D., et qu'ils aient surtout servi le camp des déstabilisateurs.

car, on trouve à l'origine de phénomènes de comportement généralement irrationnels, une grande enlaidie dans les objectifs présentés et des résultats concrets pratiquement nuls ou en cours de leur mort. Si la Catalogne apparaît ici comme une exception, c'est précisément parce qu'elle a pu échapper à l'engrenage de la machine à votes, et que le pouvoir a continué à utiliser pour les socialistes.

Cette perte de 2,9 % de votes chez les socialistes par rapport aux élections de 1977 a fait l'objet de multiples interprétations. Une analyse détaillée, par régions et par nationalité, des gains et des pertes révèle assez clairement que, là où l'on envisage une réduction des votes socialistes, c'est essentiellement à cause de leur part grandissante dans la fuge de l'abandon de la problématique sociale et des nationalistes. Vouloir prétendre qu'une prise de position plus radicalement socialiste aurait permis à l'U.C.D. une part importante du vote qui est allé vers le P.S.O.E. reviendrait à nier l'existence d'un clivage socialiste en Espagne. En fait, le P.S.O.E. a repris les thèmes de sa campagne de 1977, il a identifié antifranquisme et démocratie, au accord au mot « démocrate » le poids décisif du moment de vote. Or il s'est trompé. En premier lieu parce que franquisme et antifranquisme avaient été tous deux exterminés par le printemps 1977, et que le P.S.O.E. avait, avec les autres partis de gauche, contribué à cet exterminisme. En deuxième lieu parce que l'U.C.D. était entre-temps accablée au principal enjeu de cette démocratie, car c'était elle qui avait instauré et institutionnalisé, — et ses leaders voulaient d'ailleurs l'être — une coopération des autres pour le mouvement. Enfin et surtout, parce que les perspectives populaires de la première phase post-franquiste d'avenir ne s'étaient pas vides en faveur des résultats concrets et que les politiques avaient essayé de combler ce vide par l'usage incontrôlé de la rhétorique démocratique, provoquant ainsi une réaction généralisée de frustration, de déstabilisation et d'apathie.

JOSE VIDAL-BENNETO.



De vieilles tendances à travers les étapes du rajeunissement

La transition du franquisme à la démocratie n'a pas été l'église période d'adaptation à l'avenir immédiat. Elle a été, au contraire, une longue période de réflexion sur le passé, un processus qui fait penser à une stratégie diplomatique bien étudiée plutôt qu'à un élan spontané de rénovation. Au moins de la part d'une partie du clergé. Si la situation n'est pas totalement amicale, elle peut au moins être analysée avec une certaine lucidité, et qui, pour l'instant, semble difficile à concilier : le « sommet » hiérarchique et la base ecclésiale.

Pour donner à l'image du catholicisme espagnol un aspect de rénovation, plusieurs facteurs sont intervenus, que l'on peut ici réduire à trois. D'abord, le concile Vatican II, véritable surprise pour une hiérarchie dépourvue d'un bagage culturel suffisant qui lui aurait permis de se douter de l'existence, en Europe, d'une théologie aussi rigoureuse pour provoquer un virage. Le deuxième facteur a été la situation socio-économique dans laquelle se débattaient le pays au cours des années 60, et qui avait déclenché un mouvement d'émigration massive en direction des pays européens, ainsi que l'élaboration d'un programme de développement par les technocrates de l'Organisation des Nations Unies.

Or au sein de la société espagnole demeurait, dans un état d'ignorance, une force de réserve comme dans le jargon politico-économique de la langue, le « *la Santa Cruz* » (la Sainte Croix), approuvé économiquement par l'Édition Católica (la revue des publications et sa chaîne de journaux) et idéologiquement par l'« *Acción Católica Nacional de Propagandistas* » (A.C.N. de P.). Créée au début de ce siècle, cette force avait mis ses efforts au service d'une politique catholique de droite, aujourd'hui, elle constitue le secteur démocrate-chrétien dont le président Adolfo Suárez s'est passé de passer. En 1945, elle fut arrachée par Franco à l'extrême droite, ce qui fut la cause de la défection de 1955 avec la Valtour et au rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis. À partir de 1958, ses membres ont été « réintégrés » pour leurs services, conformément au style du dictateur, cependant que les « *Opus Dei* » commencent à leur ascension.

C'est ici qu'intervient le troisième facteur : la Rome démocrate-chrétienne. On ne doit pas oublier que le cardinal Benlliou, archevêque de Valence, dont on a souvent reconnu l'influence au Vatican et qui est au service de la droite de la D.C. italienne, était secrétaire de la nonciature à Madrid jusqu'à sa mort en 1965. Le pacte rempli parfaitement sa fonction. À la fin 1976, quarante-neuf évêques d'orientation progressiste moderne s'adressèrent à l'épiscopat espagnol, le mettant en garde contre les « tentations du néo-catholisme ». Ils anticipaient ainsi ce qui est aujourd'hui une réalité : dans une société démocratique, une légitimation directe est hors de question, on allait demander à l'église de mettre un ordre à la constitution et à la démocratisation prophétique, légitimant par là l'indulgence du nouveau pouvoir dont elle recevait des privilèges. L'un des signataires avait déjà perdu la situation de « néo-catholisme » qu'il détenait comme suit : « Une pratique d'intégration de l'église et de ses fonctions sociales, effectuée à partir du pouvoir politique (...) et des fonctions politiques efficaces pour que l'église

soit ceux-ci eurent lieu le 20 novembre 1978.

L'action conjuguée de ces trois facteurs réussit à rénover le visage du catholicisme espagnol, au point d'en faire l'un des plus vivants et même des plus exploités du continent européen. Dans les années 70, il y avait dans les prisons espagnoles plus de religieux que dans toutes les autres prisons du monde, y compris derrière le mythe de « *la celda de la cruz* », mais le système ne touchait que la base ecclésiale, et cela mineurément, quoique avec assez de force pour créer des attentes et des espoirs. Des prêtres, qui se voyaient influencés et attendus par les gouvernements civils à cause de leur renommée, furent l'objet du droit d'asile pour des raisons politiques ou syndicales dans les locaux religieux, confrontés à cette minorité un prestige élevé.

L'erreur populaire fut de surestimer le poids de cette minorité et de présumer que l'église était en train de changer. Les nouveaux dirigeants catholiques ne disposaient d'une marge de manœuvre assez étroite marquée par leur ascension d'origine à l'égard de Rome et par leur adhésion à une doctrine sociale catholique qui ne devait jamais à une critique radicale du régime, tout au plus à une dénonciation de quelques vices. Et pourtant, certains d'entre eux étaient arrivés à la dignité épiscopale grâce à une argutie : leur ascension était dénotée par une « *la Santa Cruz* », qui leur avait permis d'échapper au contrôle du Caudillo, qui dénotait la privation de présentation des candidatures.

Le mirage d'une Église espagnole autonome parcourut l'Espagne et même l'Europe. C'est, cette illu-

Les divers visages de l'Eglise catholique

Par XOSE CHAO REGO *

Malgré le déclin de la pratique religieuse, l'Eglise conserve une influence dans le nouveau pouvoir à chercher à bénéficier. Les thèmes classiques du divorce, de l'avortement et de l'enseignement confessionnel peuvent cependant fournir l'occasion de faire valoir à l'heure où le Vatican insiste sur la rigueur doctrinale tandis que se libéralise la société civile.

On dit qu'après avoir écouté l'homélie par laquelle le cardinal Tarazona, archevêque de Madrid, faisait la leçon à Juan Carlos, lui disant de ne pas se laisser influencer par les « *la Santa Cruz* », et d'autres chefs d'État rendant compte de leur démission par une « *la Santa Cruz* » et par les affirmations d'indépendance de l'Église, le discours du prélat fut à tout le monde, sauf à quelques types critiques, il semble que le roi avait eu la saine connaissance de quelques brouillons de l'allocution, et qu'il en fut très satisfait.

On dit qu'après avoir écouté l'homélie par laquelle le cardinal Tarazona, archevêque de Madrid, faisait la leçon à Juan Carlos, lui disant de ne pas se laisser influencer par les « *la Santa Cruz* », et d'autres chefs d'État rendant compte de leur démission par une « *la Santa Cruz* » et par les affirmations d'indépendance de l'Église, le discours du prélat fut à tout le monde, sauf à quelques types critiques, il semble que le roi avait eu la saine connaissance de quelques brouillons de l'allocution, et qu'il en fut très satisfait.

L'œuf du serpent

se choisissent elle-même telle qu'on se choisit le pape. (Alfonso Arrese Bolado).

Le résultat a été une confessionnalité distincte, bien que la nouvelle Constitution se reconnaisse confessionnellement neutre. L'« *œuf du serpent* » de la Constitution mentionne de l'église catholique. Mention surprenante, défendue par le parti qui est au pouvoir et mal accueillie par la gauche marxiste, qui la tolère afin de ne pas renouer avec les spectres républicains d'avant la guerre civile, dont le franquisme s'est servi comme épouvantail. Sous les directives « *communistes chrétiens populaires* » et d'autres groupes apparentés ont dénoncé le copinage de l'indépendance de la hiérarchie.

Il n'y avait rien à craindre au sujet des vieux privilèges de l'église : la Constitution de 1978, pas à pas, on arriva au 31 janvier 1979, date à laquelle le vieux concordat de 1801 fut remplacé par quatre accords partiels. Le premier, d'ordre économique, favorisait l'église par des privilèges fiscaux et par l'institution d'un droit religieux, d'après le modèle allemand ; un deuxième accord portait sur l'assistance religieuse aux forces armées, dont l'archevêque vicar général demeure soumis au droit de présentation ; le troisième traitait de la régulation du ma-

* Sociétologue, professeur au lycée de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle.

riage canonique, et le quatrième l'enseignement privé et religieux. C'est ce dernier qui a porté la plus large et qui prête le plus à controverse.

Comme dans l'« *œuf du serpent* », le fil d'Ariadne Bergman, on voit parfaitement la reptile en formation ; le vote catholique, en 1977, d'une manière appropriée par Rome, qui dans ce cas a opté pour une prudence serpentine. Ce n'est pas non plus un simple jeu de mots que d'affirmer que l'attitude de la hiérarchie est aujourd'hui plus proche de celle du faucon que de celle de la « *colombe* » ; et cela, à la veille peut-être d'une « *guerre* » civile religieuse, lorsque poindront à

l'« *œuf du serpent* », le fil d'Ariadne Bergman, on voit parfaitement la reptile en formation ; le vote catholique, en 1977, d'une manière appropriée par Rome, qui dans ce cas a opté pour une prudence serpentine. Ce n'est pas non plus un simple jeu de mots que d'affirmer que l'attitude de la hiérarchie est aujourd'hui plus proche de celle du faucon que de celle de la « *colombe* » ; et cela, à la veille peut-être d'une « *guerre* » civile religieuse, lorsque poindront à

Coursement, si le pape Montini a pu accorder le défilé du franquisme, le pape Wojtyla se profile comme une inconnue menaçante et stimulatrice d'une invocation qui



(Photo Anderson-Giraud.)

L'EXORCISME SELON GOYA.

l'horizon des sujets tels que le divorce et l'avortement, ainsi que l'enseignement confessionnel privé dans les propriétés, des congrégations religieuses pour la plupart, ont déjà livré les premières escarmouches.

Quelqu'un pourrait s'étonner de l'influence que garde encore l'église en Espagne, presque cinquante ans après le moment (1931) où Manuel Azaña proclama dogmatiquement que « l'Espagne a cessé d'être catho-

lique ». Certes, le déclin de l'assimilation ecclésiastique et l'abandon des pratiques religieuses vont en augmentant. En outre, l'église elle-même n'est pas monolithique, et les critiques les plus vigoureuses viennent du secteur intra-ecclésiastique le plus démocratique et le plus populaire. Mais ce pays est encore, pour une grande partie, un pays rural, et la classe moyenne a des instincts et une exception de la famille et du confort spirituel qui font du clergé un agent de stabilisation utile face à de possibles tensions.

Cependant, si le pape Montini a pu accorder le défilé du franquisme, le pape Wojtyla se profile comme une inconnue menaçante et stimulatrice d'une invocation qui

La rançon

d'une triple dépendance

INCERTITUDES D'UNE DIPLOMATIE AUTONOME

Par ROBERTO MESA *

Les relations internationales de l'Espagne sont caractérisées par deux données fondamentales : la dépendance diplomatique du régime franquiste, occupant, sur les deux bords de la Méditerranée et sur la côte atlantique, une position stratégique de premier ordre, et le fonctionnement d'un système stratégique-militaire de l'Occident ; l'autre, la dépendance économique de l'Espagne à l'égard de l'Europe industrielle et des États-Unis, conformément aux lois du « *développement* » ingé. Ces deux données ont pu sans importance particulière dans le « *monde fermé* », lorsque ni les uns ni les autres n'ont contribué au renforcement extérieur du franquisme.

À quel il faut ajouter un troisième facteur, produit des circonstances, mais tout aussi

* Professeur de relations internationales à l'université de Madrid.

important : Franco est mort de vieillesse, le dictateur s'est terminé avec la vie physique de dictateur. Ce fut le général Franco appelé les « *prévisions de succession* » s'est accompli dans le silence, le 20 novembre 1975 (mort de Franco) et le 1er mars 1979 (élection législative) ont été dirigés par le même corps social qui dominait pendant le franquisme. De l'accord passé entre les héritiers du franquisme et les forces démocratiques, ou une Espagne qui vit enfin sa modernisation socio-politique. Cette dernière a été possible, entre autres choses, parce que toute la problématique en cours a été gérée grâce au consensus qui a entouré la politique libérale et autocratique. Finalement, le consensus a été rompu au moment des élections législatives de 1977-1978, et c'est ainsi que le pouvoir U.C.D. (Union du centre démocratique), parti qui incarnait aussi bien le passé franquiste que ce que l'on appelle la droite civile.

Ainsi la politique étrangère espagnole s'est vu par conséquent marquée par le passé pendant la période de consensus. On pourrait dire que cette étape a été un point de départ perfectionné dans la voie tracée devant les années où M. Castiella était ministre des affaires étrangères (1957-1969) ; ce fut un hasard si le régime actuel de ce portefeuille s'est vu par M. Morcillo Otero, fidèle collaborateur de M. Castiella pendant ses fonctions et appartenant au même groupe politique (Association catholique nationale des propagandistes).

Il ne saurait pas absolument exact de considérer néanmoins cette étape comme rétrograde ; si elle a servi loyalement les intérêts particuliers de la classe dominante, elle a aussi contribué, par conséquent, aux autres facteurs socio-économiques espagnols. D'un

part, elle a modifié et consolidé les anciennes alliances ; transformation de l'accord octroyé avec les États-Unis en traité ayant une validité de dix ans ; remplacement de poche théorique, accordé à l'Espagne, par la coopération et la coopération avec le Portugal ; révision du concordat avec le Vatican. D'autre part, la politique européenne a été actualisée, son entrée au Conseil de l'Europe, avec l'engagement démocratique que cela implique, et entre les « *déclarations* » pour l'entrée dans le Marché commun. Avec, au troisième lieu, quelques timides ébauches d'une politique à l'échelle mondiale, où le gouvernement espagnol apparaît comme un pays fidèle au sens strict du terme : établissement de relations diplomatiques avec tous les États socialistes, diplomatie plus active dans le cadre des Nations unies et défense des droits de l'homme (ce dernier point toujours point d'indisputable et d'acquiescement).

Relations avec l'Europe et les États-Unis

L'ACE a ce programme d'action à l'étranger, la position des partis politiques de l'opposition, en particulier celle du P.S.O.E. et du P.U.C., a été pour le moins lente et ses réflexes ont été tardifs. Si cela, vu le nombre de partis rétrogrades : contraintes imposées par la politique de consensus ; priorité accordée à la problématique intérieure ; en particulier l'élaboration de la Constitution ; absence d'une insuffisance de difficultés liées au problème de politique étrangère dans les programmes des partis de gauche. Mais le consensus,

conformément aux prévisions et aux souhaits, ne s'est jamais tenu. Quelle sera, dans ces nouvelles circonstances, la politique étrangère de gouvernement et celle de l'opposition ?

Certes, les problèmes restent les mêmes : les changements internationaux sont lents et les orientations globales d'une diplomatie ne sont pas facilement modifiables, surtout s'il n'y a pas eu de transformations profondes en politique intérieure ; ces orientations globales ont été tracées sous le franquisme : alliance avec les États-Unis et entrée dans l'Europe capitaliste et monopoliste des Nauf.

Sur ce dernier point, il existe une totale identité de vues entre le gouvernement de l'U.C.D. et les partis de gauche, car des deux, y voyant en outre un moyen de consolider la démocratie espagnole encore fragile ; peut-être, d'ailleurs, l'absence d'une véritable réflexion des socialistes et des communistes sur l'entrée de l'Espagne au sein de l'Europe capitaliste et monopoliste des Nauf.

L'autre grand thème, l'alliance avec les États-Unis, s'est pour son plus grand dilemme ; mais, derrière cette entente bilatérale, il y a le grand projet de la diplomatie Suarez-Orope : l'entrée de l'Espagne dans l'O.T.A.N. M. Adolfo Suarez, dans ses discours d'ouverture, a montré clairement sa faveur à ce projet, alors que socialistes et communistes y sont radicalement hostiles. Le gouvernement espagnol a donc, en fait, une « *longue éponge nationale* » à ce sujet. Promesse pleine d'ambiguïté : le large droit, s'il est tenu par le simple loi du nombre, sera favorable à la thèse de l'U.C.D., c'est-à-dire à l'entrée dans l'O.T.A.N. ; il y aura un autre problème, celui du système de sécurité, car la partie ou pouvoir, qui constituerait à soumettre la question à un référendum national. En tout cas, on a beau offrir le soutien,

l'alliance atlantique s'est

peut-être conservée tout un certain temps, mais elle ne pourra pas durer indéfiniment. La question est de savoir si elle ne sera pas abandonnée avant d'être devenue une dette ultérieure.

Les réfugiés latino-

D'AUTRES domaines de la politique étrangère de l'Espagne sont caractérisés par deux données fondamentales : la dépendance diplomatique du régime franquiste, occupant, sur les deux bords de la Méditerranée et sur la côte atlantique, une position stratégique de premier ordre, et le fonctionnement d'un système stratégique-militaire de l'Occident ; l'autre, la dépendance économique de l'Espagne à l'égard de l'Europe industrielle et des États-Unis, conformément aux lois du « *développement* » ingé. Ces deux données ont pu sans importance particulière dans le « *monde fermé* », lorsque ni les uns ni les autres n'ont contribué au renforcement extérieur du franquisme.

À quel il faut ajouter un troisième facteur, produit des circonstances, mais tout aussi

* Professeur de relations internationales à l'université de Madrid.

فكرنا من الأصل

La pression populaire sur les mairies conquises par la gauche

L'INSTALLATION de conseils municipaux à direction communale dans des municipalités qui représentent 60 % de la population nationale a créé en Espagne une situation politique insolite, sans précédent même en Europe. Il s'agit, dans de nombreux pays, une contradiction entre un pouvoir gouvernemental où prédominent la droite et de grandes villes dirigées par la gauche. C'est le cas des communautés : mais, en Espagne, compte tenu des conditions particulières du retour à la démocratie, de la composition des conseils municipaux et de certaines survivances du passé, cette contradiction prend une signification particulière. Elle signifie la première rupture réelle avec la franquisme. Elle intervient à un moment où les structures de l'Etat n'ont encore subi que des réformes modérées et locales.

Le système de pouvoir incarné par Franco était caractérisé par l'installation de certaines personnes dans des positions de pouvoir, mais pas seulement les parties politiques dominantes, mais aussi ceux qui se voyaient appelés, à juste titre, le « mouvement » : il ne s'agit ni moins pas de ceux qui ont été appelés à l'« Italie bacata » ou dans l'Allemagne nazie, les parties unies. En outre, il ne croyait pas entièrement aux personnes : la passion était la religion, la patrie, la famille, la milice... — il n'est pas possible qu'une personne puisse représenter ces valeurs (lui-même mais aussi les autres) — et il ne croyait pas qu'ils étaient plus ou moins proches de ces idéaux, tout en sachant que l'habitué de la vie était une personne qui sur les personnes, il ne se fonde pas sur leurs orientations, ni leurs sentiments, mais sur leur intelligence, leur caractère d'intellectuel, l'obéissance de leur caractère de jugement, mais sur leur caractère de jugement. De ce point de vue, il n'y avait pas de différence entre les personnes et les choses, tout est fourni en eux, et les personnes sont étonnantes, tout lui permet de choisir les hommes dont il avait besoin pour accomplir ses tâches, et il était sûr de leur futur et à mesure que cette étoile de vainqueur vieillissait ou s'éloignait, il ne se souciait pas de leur avenir, les jeunes dont le comportement était agaçant s'en allaient, car cela leur créait une gêne, et il ne se souciait pas de leur caractère d'âme.

L'accession au pouvoir n'était pas toujours accordée pour des raisons relevant de l'intérêt de l'Etat ou du gouvernement mais, souvent, elle revenait à la caste d'origine. Les fonctions étaient attribuées à la punition correspondante infligée à ceux qui auraient déçu : la punition prenait généralement la forme d'une mutation — le mot employé était « compensation », — et le fait caractéristique était que cette punition n'était pas appliquée pour des erreurs dans l'exercice des fonctions, même pas pour des prévarications — Franco ne devait pas croire que l'abolition de la punition par l'exercice de la fonction subissait les mêmes règles que la justice récompense un bon comportement, — mais pour des fautes de conduite par rapport à lui-même ou aux idées auxquelles qu'il représentait.

Dans ce système, les municipalités fournissent des postes nombreux et importants. L'idée originale du «Etat selon Franco était fondée sur la trifurque famille-municipalité-syndicat. Le syndicat (= vertical) « se trouve bienôt inondé par des centaines de milliers

Les réfugiés latino-américains

D'AUTRES domaines doivent être
clairs, sans rares exceptions, nous
s'en être emparés. En Amérique latine,
de nombreux voyageurs de Juan Carlos
M.M. Adolfo Suarez et Marcelino Oreja
résultats obtenus n'ont pas été
suffisants pour empêcher de nombreux impor-
tants : la voyage de M. Suarez a été
qui par d'appréhensibles succès politiques
économiques, contrastent avec le dé-
coulé par le visite de Juan Carlos à
Feyat les dictatures militaires, il
s'agit de la situation des réfugiés, consi-
dérables urgents, châtiments et commu-
jueux à l'égard des réfugiés, socialistes et commu-
est conflictuelle avec l'opposition l'approbation
statut pour les réfugiés politiques, nous
invariablement, se haute aux obstacles, nous
par le gouvernement U.C.D. il est agi
tant que de la situation des réfugiés, nous
s'agit de celui des pays latino-améri-
l'égard des réfugiés espagnols qu'ils
liant après la guerre civile.

La pratique fraquististe ou Proshke
recherche l'amitié avec tous les pays

[illegible]

Un panorama bouleversé

La structure créée par Franco sur l'énorme réseau municipal espagnol a gardé ses caractéristiques jusqu'aux élections d'avril dernier. La victoire électorale de la gauche, obtenue sur les urnes, mais surtout grâce à l'accord général passé entre le parti socialiste — majoritaire — et le parti communiste, est venue modifier spectaculairement toute cette vieille et solide trame.

La gauche qui provoque cette poussée du gauchisme est encore plus fort du fait que les autres formes de pouvoir sont en crise. Les groupes de forces constitués et consolidés à l'époque franquiste ont subi une crise d'identité. Ils ont perdu l'unité, les directions françaises et économique du pays et même l'Église ont senti le vide autour d'eux. L'opposition a été ébranlée. L'opposition suivie par le nouveau pape — sont entre les mains des mêmes personnes. Et le pouvoir est resté dans les mains de la classe politique qui, elle, n'a pas subi de la crise le même choc. Entre eux se trouve le régime présidentiel. Alors que, à l'époque précédente, les militaires, la classe une relative de marxisme, des relations d'affaires et des amitiés personnelles ont été les piliers du régime, maintenant c'est la perpétuation du pouvoir de la classe est plus problématique. Les militaires ont une position technique, qui minimise des soupçons de sécrét et qui est indépendante d'elles. Les institutions européennes, l'ONU, l'Etat-Unis, et qu'en outre une liberté de mouvement sous bannière est favorable à la sécurité du pouvoir; la classe politique est la seule à connaître la situation, la guerre civile, la désertion, la répression, la dépression, la

C'est l'atmosphère effrénée entre « laos » et « colombes ». Le parti gouvernemental, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, n'a cessé d'offrir des pages aux communistes, de leur offrir la main, la gauche par des pactes et des concessions, la limitation des débats aux

En ce qui concerne le déve-
loppement, le gouvernement
fidèlement les principes con-
crets d'Helsinki. Mais les partis
de gauche ont des préoccupa-
tions différentes. Le gouverne-
ment, qui, tout
cependant, pratique une po-
sition équilibrée, par exemple, dans
la question des armements, s'efforce
d'être un bon partenaire de dialogue
avec les groupes plus réactionnaires du tiers-
monde et communistes n'ont cessé
de se battre, mais les vents
du changement soufflent.

Le legs du colonialisme

L'UN des plus graves prob-
frankisme a fourni a
Suarez l'occasion de faire p-
taine maladresse. Il s'agit de
la Monrab et de la problè-

Les enjeux de la guerre municipale

Par
EDUARDO HARO TECGLÉN *

« Inévitables frictions entre un gouvernement centriste et des municipalités socialo-communistes constituent un test — sans doute décisif — pour le parti de M. Suarez comme pour la cohésion et l'efficacité des partis de gauche. A l'échelon local, les affrontements autour de certains privilèges hérités du franquisme peuvent raviver les plus vives passions.

délégation de son pouvoir absolu. Les conseils municipaux étaient également d'importantes sources d'enrichissement, depuis les municipalités les plus modestes — où l'on spéculait sur des bois et pacages communaux, sur des travaux d'irrigation, ou sur des emplois dans les travaux muraux — jusqu'à celles des grandes villes, avec la spéculation sur les terrains à des prix exorbitants, sur des permis de construire, sur des permis de démolition de vieux immeubles, sur des travaux de viabilité ou sur du très gros budgets.

Cette loi, la modification des augmentations de la malraie, la répression des partis restés au marge du consensus, une Constitution ambiguë, la victoire remportée par l'U.C.D. aux élections législatives a été une nouvelle offrande au conservatisme tranquille : l'assurance que le gouvernement se maintient et qu'il n'a pas besoin du pacte ou d'un arrangement, car il compte désormais sur une majorité absolue, facilitée par la coalition avec les peu nombreux représentants du l'extrême droite et par l'appui de quelques groupes régionaux de moindre importance.

Mais, et, moi plus tard, les élections municipales sont venues bouleverser tout ce panorama. Ce n'est pas tout. Les élections provinciales, les grandes municipales, firent de modifier rapidement des milliers d'affaires, de milliers de personnes. Les socialistes, les premiers de l'unité entre socialistes et communistes resuscitèrent le vieux spectre du Front populaire. Et, jusqu'à présent, les durs poèmes écrits dans les deux parties du monde, les durs poèmes qui ont fait le monde, les durs poèmes qui avaient vu la plus d'indignation que les gens pouvaient pour les communistes, les durs poèmes (socialistes) à présent, la droite problème que, « nous toujours », les marxistes sont d'accord entre eux, les durs poèmes, les durs poèmes importants pour faire leur « révolution ».

On change les notes des gens, et des différences appaissent (Castro, Guevara, Khrushchev) qui ont cette phrase célèbre : « Les gens sont différents ».

Primo de Rivera (fondateur de la Phalangie), et qui avait écrit pendant la guerre : « Les gens sont différents » : d'un spectacle que la droite supporte mal et qu'elle considère comme une provocation, sinon une trahison.

* Sous-directeur de la revue *Trinfol*.

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

exception, sont tombées dans les mains de la gauche : des zones où se trouvent de grands domaines et des intérêts des grands notables du régime précédent, des magnats de l'hôtellerie et des promoteurs immobiliers, dans laquelles on ne respectait même pas les lois franquistes, vont faire maintenant l'objet d'un contrôle. La grève des personnels de l'hôtellerie qui s'est étendue sur la Costa pendant les jours clés de la Semaine sainte a rappelé à ces possédants que la gauche n'accepte pas leur pouvoir, ne reconnaît pas l'accumulation de leurs richesses.

Les dilemmes de la gauche

AUTOMATIQUEMENT, l'Etat est parti en guerre contre les municipalités de gauche. Très rapidement, des dispositions ont été prises pour transférer la responsabilité de la police et du maintien de l'ordre public : des policiers ont été envoyés dans les villes aux pouvoirs civils, qui ont cessé directement par le gouvernement d'être des représentants du peuple. L'Etat a également transféré l'extérieur, lequel a été confié à un lieutenant-général par le nouveau gouvernement formé par M. Suarez. Il s'agit d'un homme qui a été nommé par les postes militaires — les «délégations aux services» — des représentants du peuple. Les municipalités ont été supprimées et les pouvoirs de l'administration locale ont été précautionnés, dans un certain sens, par le gouvernement. L'Etat s'est approprié les pouvoirs municipaux. L'Etat pourrait assumer des fonctions aux villes — ce n'est pas le cas. L'Etat a obtenu la permission pour l'implantation d'entreprises, des améliorations budgétaires, des routes... Et pour les services sociaux, tels que l'électricité, etc. En même temps, les petites écoles ont apparemment des pouvoirs de planification. Les municipalités ont été réduites à des conseils municipaux — qu'il est passé avec les communistes, mais pendant pour lui certaines matières, pour les services sociaux, les services sociaux, les conseils-membres, de l'U.G.C. Ces pressions font voir que les chances de la gauche sont faibles. L'Etat est alternatif du gouvernement dans les élections législatives qui auront lieu dans un an. L'Etat a le droit d'obtenir à maintenir un front populaire — qui, d'ailleurs, n'existe pas. On a dit aussi que des pressions de ce genre ont été faites au président des des Etats-Unis.

La position des maîtres de gauche est éminemment difficile. Ils ont, en particulier, à se débattre avec le fait que le maître socialiste de Madrid, le professeur Tímon Gerván, a déjà dit que « le conseil municipal est le gouvernement de Madrid, tandis que le gouvernement n'est que le gouvernement municipal ». Ils ont aussi à se débattre avec le fait que les socialistes ont beaucoup plus loin que les possibilistes réalistes. Si certaines capitales peuvent encore trouver des solutions à leurs problèmes, Madrid a-t-elle pu échapper à ce destin ? Il est évident qu'elle ne peut pas. Elle a une population si grande qu'elle a besoin de voir se concrétiser des solutions, même partielles, à ses problèmes : les cités-dortoirs dans les banlieues, l'insuffisance des transports urbains et des transports interurbains, le fait que les quatre quinquante pour cent des habitants des quartiers périphériques aient des problèmes de logement, le fait que les immeubles publics marchent à l'échelle, le fait que certaines affaires anecdotiques dans le secteur du blé fassent scandale, le fait que les problèmes habituels des grandes capitales, mais multipliés à l'infini par l'absence

at quo les nouveaux maires sont obligés de les soumettre à des contrôles. Déjà, l'appareil de l'Etat adresse des avertissements à ces zones, leur signifiant que toute modification importante risquerait de provoquer une diminution de l'afflux du tourisme, lequel continue de représenter la principale source de devises pour l'Etat, mais qui o sur-tout une influence directe sur le niveau de vie des zones en question. Et cela n'est qu'un petit exemple. Les maires qui viennent d'assumer leurs fonctions n'ont pas encore eu le temps de manipuler leur pouvoir.

[illegible]

On se considérât laissent présager un avenir difficile. La gauche attend de ses conseillers et de ses méires qu'ils « fassent quelque chose ». Mais le changement de nom de rues et de places, des mesures de soutien à la culture et aux associations de voisins, non effrayant, ne suffisent pas. Les municipalités ont des obligations de ruer malgré leurs querelles pour ne pas perdre complètement la face aux yeux de la base, leurs élus sont maintenant obligés de mener des actions rapides, efficaces et visibles, malgré l'opposition des élus de droite. La gauche de prudence : sinon, on assisterait à l'éroulement moral de la gauche et à la naissance d'une « gauche sauvage ».

un des problèmes qui pèseront le plus lourd

Ces rapides survols permettent de poser en question de façon à quel point les limites d'analyse politique de la situation française sont une conséquence de la structure même qu'elle s'explique ? Ce qui conduit à cette autre interrogation qui trouvera plus difficilement une réponse : est-il possible d'élaborer une politique étrangère démocratique sans briser les moules de la diplomatie française ? Et fait, la réponse n'est pas évidente.

1^{re} année 1979 qui n'a donné la majorité parlementaire à l'U.C.D. jusqu'en 1983. Et la politique étrangère, de même qu'en politique intérieure, est l'inséable de la crise, l'orientation porteur la marque d'un parti qui est l'expression politique d'une classe dominante européenne.

La politique française se prolongeant dans la nuit transatlantique.

As-tu tenté les projets les plus ambitieux et les tentatives qu'écrivent actuellement dans de vagues déclarations de principe. D'une part, le non-engagement, toujours répété du fait de la crise interne ; l'extrême prudence, l'absence de tout engagement, le principe du non-alignement, qui est basé sur deux un poids considérable sur la diplomatie de l'U.C.D., ou pourrions appeler la la politique étrangère d'une Espagne démocratique, puisque les deux allées au lui international, qu'un rôle très discret tout au plus, politique internationale, la fin de la guerre civile, des accords substantiels sur ce que ce sont des fidèles agents de l'impérialisme, non-américain.

Il s'est donc peu facile de trouver une voie de la politique étrangère pour l'Espagne, qui, elle veut réellement être démocratique, devra rompre la carcéle infériorité de sa triple dépendance : avec l'occident ; économique ; avec l'Union soviétique.

ROBERTO MESA.

